

**Les économistes européens pour une politique économique
alternative en Europe**

- Groupe EuroMemo -

***Un agenda global-local post-Covid 19
pour une transformation socio-
écologique en Europe***

- EuroMémorandum 2021 -

Introduction

- 1 L'économie européenne à l'ère de la pandémie de la Corona**
- 2 Perspectives critiques sur le Green Deal européen**
- 3 Approches féministes d'un New Deal vert et de soins**
- 4 Reconstruire l'économie européenne : Politique industrielle, transition verte et système de santé**
- 5 La dimension internationale de la transformation socio-**

Ce mémorandum s'appuie sur les discussions et les documents présentés lors du 26e atelier sur les politiques économiques alternatives en Europe, organisé par le groupe EuroMemo, du 08 au 25 septembre 2020 en ligne.

Résumé

Introduction

La pandémie de coronavirus a fait plus de 400 000 morts en Europe en 2020, a provoqué une crise économique majeure et a tragiquement exposé les graves défauts du modèle économique prédominant du capitalisme néolibéral, tant dans l'Union européenne qu'au-delà. En conséquence de la pandémie de Corona, l'État-nation est revenu en tant qu'agent économique de dernier recours. Cela a produit des résultats ambivalents. Au moins au début, les États membres de l'UE et la Commission ont imposé des restrictions temporaires à l'exportation de produits médicaux. Par la suite, des réponses plus coordonnées ont vu le jour. Les États membres de l'UE ont introduit de vastes programmes fiscaux pour atténuer l'impact économique et social de la profonde contraction économique due au Covid-19. La Commission a suspendu les règles extrêmement restrictives en matière de fiscalité et d'aides d'État, et la Banque centrale européenne a procédé à d'importantes injections de liquidités pour stabiliser le système bancaire. De plus, l'impact économique nettement asymétrique de Covid-19 dans les États membres de l'UE a conduit à la décision d'introduire enfin des formes mutualisées de dette européenne avec le programme européen Next Generation. Bien qu'il s'agisse d'un développement significatif, il reste douteux que la taille de cette initiative et la rapidité de sa mise en œuvre soient suffisantes pour contribuer de manière significative à la reprise de l'économie européenne.

Entre-temps, d'autres initiatives politiques importantes, et en particulier le Green Deal européen (EGD) en tant que projet phare de la nouvelle Commission, ont été mises sous pression. Il n'est que trop évident que des intérêts puissants utilisent la crise économique actuelle comme prétexte pour faire obstacle à des politiques plus ambitieuses de lutte contre le changement climatique. Il doit être clair que, compte tenu des objectifs climatiques de l'UE, les décisions de politique économique prises au cours des prochaines années détermineront en grande partie la trajectoire de l'économie européenne jusqu'à la fin de cette décennie. Elles seront donc déterminantes pour savoir si nous nous dirigeons vers le remplacement de nos modes de production et de consommation actuels, non durables sur le plan social et environnemental, ou si nous nous exposons à une dynamique de crise sociale et environnementale de plus en plus intense.

Comme déjà souligné dans le mémorandum européen de l'année dernière, le groupe Euromemo est fermement convaincu qu'un programme complet et radical de transformation socio-écologique (SET) est nécessaire pour réaliser la transition nécessaire vers un avenir durable. Dans le rapport de cette année, nous nous concentrons sur un certain nombre de dimensions qui sont trop souvent restées en marge des discussions sur le Green Deal, mais qui méritent une attention particulière.

1. L'économie européenne à l'ère de la pandémie de la Corona

L'expansion économique internationale qui a débuté en 2009 était historiquement faible et, en 2019, la croissance ralentissait aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne (UE). Le début de la pandémie Covid-19 en Europe a d'abord touché les pays du Sud en mars 2020 mais a rapidement élargi son impact et, après un déclin dans certains pays au cours de l'été, les infections se sont fortement accélérées à partir de novembre. Les blocages économiques ont entraîné une très forte baisse de la production en mars et en avril et, après un rebondissement partiel pendant l'été, de nouveaux blocages vers la fin de l'année ont fait chuter la production annuelle de quelque 8 %. Bien que les programmes gouvernementaux aient en partie amorti la hausse du chômage, de nombreux travailleurs ont dû faire face à d'importantes réductions de leur revenu net.

À partir du mois de mars, la Banque centrale européenne (BCE) a répondu par des injections massives de liquidités. Cela a permis d'éviter un effondrement du système bancaire mais a également entraîné une hausse importante du prix des actifs, ce qui a accru les risques pour la stabilité financière et fortement exacerbé les inégalités. Les ministres des finances de l'Eurogroupe ont convenu d'un programme de prêts de 540 milliards d'euros pour les États membres en avril, mais ces prêts étaient soumis à des conditions

strictes, ce qui a entraîné une grave crise politique en Italie. Face à la menace d'un éclatement de l'UE, l'Allemagne et la France ont proposé un programme de sauvetage de 750 milliards d'euros qui, pour la première fois, comprendrait des subventions pour les États les plus touchés.

Ce projet a été présenté comme une avancée historique, bien que les montants concernés soient relativement modestes et soumis aux contrôles de l'UE, sur la base des principes néolibéraux de flexibilité et de concurrence.

2. Perspectives critiques sur le Green Deal européen

Bien que la crise COVID-19 soit actuellement occultée, il est urgent de réfléchir de manière critique et d'améliorer encore les dimensions clés du Green Deal européen (EGD), en particulier celles qui concernent le climat et la biodiversité (les deux frontières planétaires "centrales"), l'approche de la politique sociale et la conjoncture politique dans laquelle elle a émergé. Nous mettons l'accent sur des domaines politiques spécifiques et présentons des propositions alternatives.

La CDE est essentiellement une approche de "croissance verte" ; elle n'implique pas la transformation socio-écologique substantielle nécessaire pour faire face aux crises écologiques et sociales fondamentales. Il est très peu probable que le degré de découplage absolu des émissions et des ressources de la croissance nécessaire pour la CDE soit atteint. La Commission a placé la politique climatique au centre du "Green Deal" ; pourtant, son ambition est bien trop modeste. Un plan quinquennal solide de réduction des émissions est nécessaire. L'accent est fortement mis sur les mécanismes de marché et le marché unique, tandis que des normes telles que la solidarité et les formes alternatives d'organisation économique n'apparaissent guère, voire pas du tout. Le mécanisme de transition juste n'est pas suffisamment financé ; les objectifs socio-écologiques sont essentiellement subordonnés aux nostalgies fiscales.

Le traité sur la charte de l'énergie (TCE) est un obstacle majeur à l'élimination rapide des combustibles fossiles. S'il ne peut être réformé pour réduire la puissance de l'industrie des combustibles fossiles, comme cela semble probable, un retrait collectif de tous les membres de l'UE doit être organisé. Les politiques agricoles, et plus particulièrement la proposition de PAC en cours d'examen, doivent faire l'objet de changements majeurs afin de refléter les ambitions de la CDE en matière de biodiversité et d'émissions de gaz à effet de serre. L'ambition bienvenue du Groupe d'experts de donner un "exemple crédible" pour sa politique commerciale doit devenir manifeste plutôt que de rester une simple rhétorique. Jusqu'à présent, des occasions importantes ont été manquées pour promouvoir des améliorations efficaces de la durabilité environnementale et sociale, par exemple dans l'accord UE-Mercosur en cours. Le projet de suppression des réglementations "une fois pour toutes" doit être abandonné.

Bien qu'il reste à voir comment certains aspects spécifiques de la directive sur l'égalité des chances seront mis en œuvre, gérés et utilisés au cours des prochaines années, il est déjà clair qu'elle aurait pu et aurait dû être beaucoup plus.

3. Approches féministes d'un New Deal vert et de soins

La pandémie a placé la question des soins en tête des priorités de la société en sensibilisant le public à l'importance des systèmes de santé publique pour garantir le droit des citoyens aux soins de santé. Elle a également rendu visible le vaste champ des soins, y compris les soins sociaux et personnels, l'éducation et les soins de santé, et englobant tous ceux qui sont en état de dépendance et ont besoin d'assistance : les enfants, les personnes âgées fragiles et les handicapés, mais aussi les victimes de violence, les sans-abri, les toxicomanes, les réfugiés, etc. En outre, elle a mis en évidence le rôle prédominant joué par les femmes dans la reproduction sociale, à la fois comme principales dispensatrices de soins non rémunérés à domicile, mais aussi comme travailleuses essentielles "clés".

Le programme féministe en faveur d'une "économie des soins" fait partie intégrante d'une alternative progressiste pour la transformation socio-écologique de l'Europe, qui reconnaît la nécessité pour les plans de relance nationaux de tous les pays de l'UE d'inclure un investissement social important dans

"économie des soins", et pas seulement un investissement public considérable pour promouvoir une "économie verte", afin de s'attaquer au déficit de soins des sociétés vieillissantes, de renforcer l'État-providence contre les futures crises sanitaires et de promouvoir l'égalité des sexes.

Dans les plans actuels du Green New Deal, il n'est pas question de savoir comment les pratiques de la vie quotidienne pourraient être rendues plus efficaces en termes de ressources ou comment les espaces de vie pourraient être conçus pour maximiser l'éco-efficacité tout en réduisant le temps nécessaire à leur réalisation, en particulier pour les femmes. Si la transition vers une économie décarbonisée offre un grand potentiel pour repenser une vaste gamme de caractéristiques normalisées de la vie quotidienne, il est encore nécessaire de converger en plaçant la reproduction sociale, la valorisation des soins, le travail décent et l'égalité des sexes au centre de la transformation socio-écologique des pays de l'UE.

4. Reconstruire l'économie européenne : Politique industrielle, transition verte et système de santé

En raison de la crise pandémique, l'Europe perd ses capacités de production, connaît de plus grandes disparités entre les pays et les régions et ralentit la transition écologique. La diversité des initiatives de dépenses nationales et européennes entreprises en 2020-21 pour soutenir les entreprises et les ménages ne permet pas de tracer une trajectoire pour un système de production alternatif, durable et plus équitable. Au niveau de l'UE, le programme "Next Generation EU" comprend des exigences en matière d'investissements et de projets écologiques, mais sans grande coordination avec le programme européen "Green Deal".

Une plus grande marge de manœuvre politique a été accordée aux gouvernements, avec la suspension temporaire de l'interdiction européenne des aides d'État aux entreprises. Toutefois, seuls quelques pays - notamment l'Allemagne et la France - ont élaboré des plans de politique industrielle clairs pour les secteurs de la haute technologie, de l'automobile, de l'énergie et de l'environnement, dans lesquels les gouvernements jouent un rôle important en matière d'innovation, d'investissement, d'organisation des marchés, d'élaboration de la réglementation, de financement et d'orientation des stratégies commerciales. À l'inverse, la plupart des pays ont continué à apporter un soutien "horizontal" à toutes les entreprises, sans que la reconstruction ne soit clairement définie.

Une autre politique industrielle de l'UE devrait viser une nouvelle convergence entre les pays et les régions ; elle devrait éviter l'augmentation de la production militaire, un domaine qui bénéficie actuellement d'un nouveau soutien de l'UE pour la R&D et les systèmes d'armement ; et elle devrait accorder une plus grande protection et une plus grande voix aux travailleurs et aux syndicats. La transition verte et l'expansion des activités liées aux services de santé publique et d'aide sociale devraient être des domaines prioritaires. Les instruments politiques peuvent inclure des investissements publics et des prises de participation dans des entreprises privées, des marchés publics pour de nouveaux biens et services, des incitations et des crédits garantis par l'État aux entreprises privées qui s'engagent à innover et à investir à long terme dans ces domaines prioritaires. Les nouvelles ressources mises à disposition pendant l'urgence devraient être axées sur la reconstruction durable et équitable des économies européennes.

5. La dimension internationale de la transformation socio-écologique

La transformation socio-écologique comporte une dimension à la fois nationale et internationale. Le rôle de l'Union européenne dans la promotion d'un développement socialement et écologiquement durable au niveau mondial nécessite donc une réflexion sérieuse. Les questions essentielles à aborder sont les suivantes : quelle est la contribution effective de l'UE à la promotion de la paix ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tout en agissant contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité ? Comment les acteurs de l'UE modifient-ils leur approche des problèmes sociaux, sociétaux, écologiques et mondiaux et, dans le même temps, comment reconfigurent-ils leurs relations transnationales et internationales ? Que signifient effectivement les réponses à ces questions, notamment pour les forces démocratiques anti-néolibérales, pour la promotion d'une vie décente dans la dignité, l'autodétermination, la solidarité et une nature saine pour tous ?

Afin d'établir un point de départ pour répondre à ces questions, l'argument central du chapitre est que

les processus internes à l'UE ont une forte influence sur les conditions politiques, sociétales et écologiques des acteurs extérieurs à l'UE, qui doivent faire face à leurs conséquences. Ainsi, ces conséquences méritent une réflexion critique dans l'élaboration des politiques de l'UE, car elles dépendent 1) de la demande de ressources de l'UE, y compris les matières premières, ainsi que de leurs modes de production et de transport, 2) des conditions du commerce et de l'investissement et des politiques communautaires associées, 3) des politiques concrètes visant à développer la durabilité, 4) des activités et des pratiques des sociétés transnationales dont le siège et les actionnaires se trouvent dans l'UE, 5) du rôle de l'armée dans l'économie et dans la politique des États membres, ainsi que de l'UE.

Par conséquent, les priorités politiques actuelles de l'UE - telles qu'elles sont définies dans le plan d'action sur les matières premières critiques (CRM), le traité sur la charte de l'énergie, les accords commerciaux de l'UE, la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations unies, la future législation communautaire en matière de diligence raisonnable obligatoire, mais aussi le PESCO/militarisation et une politique étrangère fondée sur la conception dominante de la "sécurité" et de la "réponse aux défis mondiaux" - doivent faire l'objet d'un examen systématique.

Introduction

Les échecs du capitalisme néolibéral - une fois de plus exposés par la pandémie de Corona

La pandémie de coronavirus a fait plus de 400 000 morts en Europe en 2020, a ouvert une crise économique majeure et a tragiquement exposé les graves défauts du modèle économique prédominant, tant dans l'Union européenne qu'au-delà. Le modèle néolibéral des décennies passées consistait en la construction d'un marché intégré au niveau mondial avec des règles harmonisées, elles-mêmes garanties par des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La crise financière mondiale, la crise climatique, ainsi que l'émergence d'un populisme autoritaire à l'échelle mondiale et, plus récemment, la pandémie de Corona ont montré très clairement que le capitalisme néolibéral est en crise profonde.

Le commerce et les investissements internationaux ralentissent depuis 2009. De plus, l'activité économique internationale, telle qu'elle est paradigmatiquement incarnée dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), a été exposée à différents types de chocs, comme l'a souligné Covid-19. Le nombre de chocs augmente depuis des années, tandis que leurs impacts économiques et sociaux se sont aggravés. ¹Étant donné le nombre plus élevé d'événements climatiques (inondations, sécheresses, etc.), de crises de santé publique, de cyberattaques et de conflits politiques, la fréquence et la profondeur de ces interruptions de production sont susceptibles d'augmenter à l'avenir.

Moins de coopération internationale, mais plus d'intégration européenne ?

En conséquence de la pandémie de Corona, nous avons assisté au retour de l'État en tant qu'agent économique de dernier recours. Cela a produit des résultats ambivalents. Tout d'abord, afin de garantir l'approvisionnement en biens essentiels, en particulier les produits médicaux et pharmaceutiques, les gouvernements de 90 pays ont choisi d'imposer environ 230 restrictions à l'exportation.² Parmi ces pays figuraient des protagonistes de l'ordre international dit "fondé sur des règles", comme la Commission européenne, l'Allemagne et le Japon. De même, les pays riches du noyau capitaliste se sont engagés dans une course pour obtenir un accès préférentiel aux vaccins développés par les laboratoires de recherche et les entreprises pharmaceutiques, au détriment d'une approche coordonnée qui prendrait en compte les besoins des pays de la périphérie capitaliste. ³Le manque de solidarité internationale, du moins pendant la première phase de la crise Covid-19, a été très problématique, mais n'aurait pas dû surprendre, étant donné que ce sont toujours les États nations qui portent la responsabilité première de la gestion des situations de crise, alors que l'UE manque encore de compétences importantes à cet égard. Covid-19 a donc eu au moins l'effet initial d'affaiblir davantage la coopération paneuropéenne et internationale.

Deuxièmement, les gouvernements de l'UE ont mis en place de vastes programmes budgétaires pour atténuer l'impact économique et social de la profonde contraction

¹ Voir par exemple Swiss Re Institute (2020) "Natural catastrophes in times of economic accumulation and climate change". *Sigma* n° 2/2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.swissre.com/dam/jcr:85598d6e-b5b5-4d4b-971e-5fc9eee143fb/sigma-2-2020-en.pdf> (consulté le 15 décembre 2020).

² Voir le site web de l'OMC,(30 août 2020)

³ L'initiative Gavi COVAC, soutenue par l'OMS, la CE et la France, est l'exception, mais elle est sans doute beaucoup trop faible et sous-financée pour offrir aux PMA un accès complet à une vaccination efficace, une fois celle-ci disponible. Pour plus d'informations, voir www.gavi.org.

économique due à Covid-19. La suspension des règles extrêmement restrictives en matière de fiscalité et d'aides d'État par la Commission européenne, ainsi que les importantes injections de liquidités de la Banque centrale européenne ont entraîné des programmes de dépenses massives de la part des différents États membres. Les politiques d'austérité des douze dernières années ont ainsi été révélées au grand public pour ce qu'elles ont toujours été : dogmatiques, et sans rapport avec un raisonnement conceptuel solide, l'expérience historique, et surtout avec leur coût humain et social. De plus, l'impact économique nettement asymétrique de Covid-19 dans les États membres de l'UE, les pays du sud de l'Europe comme l'Italie et l'Espagne étant plus durement touchés que les pays économiquement dominants autour de l'Allemagne, a déclenché une nouvelle étape, quoique hésitante, vers l'intégration économique, à savoir la décision d'introduire des formes mutualisées de dette européenne avec le programme européen de la *prochaine génération*. Ce programme de 750 milliards d'euros comprend à la fois des prêts et des subventions, ces dernières totalisant 390 milliards d'euros. Bien qu'il s'agisse en soi d'une évolution importante, il est permis de douter que l'ampleur de cette initiative et la rapidité de sa mise en œuvre suffisent pour contribuer de manière significative à la relance de l'économie européenne, et encore moins à un processus de convergence économique au sein de la zone euro.

La crise climatique et la nécessité d'une profonde transformation socio-écologique

Bien qu'il ait été annoncé que 30 % des fonds du programme de relance seront affectés au financement d'investissements verts, l'European Green Deal (EGD), en tant que projet phare de la nouvelle Commission, dirigée par Ursula von der Leyen, a néanmoins été mis sous pression en raison de la profonde crise économique provoquée par la pandémie de Corona. Les propositions visant à concrétiser des programmes spécifiques dans le cadre de l'EGD ont été soit reportées, soit diluées. En octobre 2020, les positions convenues tant au Conseil qu'au Parlement européen sur les orientations de la politique agricole commune pour la période 2021-2027 ont, par exemple, été largement critiquées pour leur manque d'ambition en ce qui concerne les objectifs environnementaux et de protection du climat.⁴

Il n'est que trop évident que des intérêts puissants utilisent la crise économique actuelle comme prétexte pour faire reculer non seulement les éléments les plus ambitieux de la directive sur l'environnement, mais aussi des propositions plus radicales de transformation socio-écologique. La prise de décision au sein des institutions européennes est devenue très controversée et prolongée, avec l'émergence de nouveaux types de veto sur des sujets spécifiques, tels que les "quatre pays frugaux" (Autriche, Danemark, Pays-Bas, Suède, finalement soutenus par la Finlande) sur la politique fiscale, ou la Hongrie et la Pologne sur la politique climatique, l'État de droit et d'autres questions. Malheureusement, les discussions sur la future trajectoire de l'intégration européenne restent plus que jamais controversées. Les récents événements charnières tels que Brexit, le changement stratégique de la politique étrangère américaine à l'égard de la Chine ou les ramifications de la pandémie de Corona n'ont jusqu'à présent pas réussi à modifier de manière décisive les perspectives stratégiques des décideurs politiques de l'UE, car ceux-ci ne peuvent se contenter que du minimum nécessaire pour éviter l'éclatement de la zone euro ou d'autres perturbations majeures.

À l'automne 2020, la plupart des pays européens ont été secoués par une deuxième vague d'infections à Covid-19, et l'élaboration des politiques de l'UE est donc passée à une autre vitesse en mode de crise. S'il est actuellement impossible de prévoir quand la pandémie sera contenue, il doit être clair que, compte tenu des objectifs climatiques de l'UE, les décisions de

⁴ Voir <https://www.politico.eu/article/europes-green-ambitions-run-into-an-old-foe-farmers/>

politique économique prises au cours des prochaines années détermineront largement la trajectoire de l'économie européenne jusqu'à la fin de cette décennie. Elles seront donc déterminantes pour savoir si nous nous dirigeons vers le remplacement de nos modes de production et de consommation actuels, non durables sur le plan social et environnemental, ou si les forces du statu quo l'emportent et nous infligent une dynamique de crise sociale et environnementale toujours plus intense.

Comme déjà souligné dans le Mémorandum Euro 2020, le groupe Euromemo est fermement convaincu qu'un programme complet et radical de transformation socio-écologique (SET) est nécessaire pour réaliser la transition nécessaire vers un avenir durable. Dans le rapport de cette année, outre un aperçu général des récents développements économiques et politiques et une critique de la proposition de CSE et de sa mise en œuvre, nous nous concentrons sur un certain nombre de dimensions qui sont trop souvent restées en marge des discussions sur le SET, mais qui méritent une attention particulière. Il s'agit, en premier lieu, de la nécessité d'introduire une perspective féministe et de souligner l'importance de la reproduction sociale et de l'aide sociale pour toute forme de propositions progressistes en matière de DEG et de SET. Deuxièmement, dans le contexte de nos engagements environnementaux et des exigences de Covid-19, un programme majeur de reconstruction de notre économie productive est nécessaire.

Troisièmement, la dimension internationale et les politiques extérieures et de sécurité de l'UE doivent être abordées de manière beaucoup plus explicite. Dans le contexte de rivalités géopolitiques croissantes, en particulier entre les États-Unis et la Chine, les plans visant à étendre les capacités militaires de l'UE et à déployer la politique extérieure et de sécurité ainsi que son arsenal de politique commerciale pour promouvoir une approche plus agressive des affaires internationales, doivent être vigoureusement remis en question. L'UE doit plutôt fonder sa politique extérieure sur les principes de consolidation de la paix, de médiation des conflits, de désarmement, ainsi que sur la coopération et la solidarité internationales.

1 L'économie européenne à l'ère de la pandémie de la Corona

Le début de Covid-19

L'expansion économique internationale qui a débuté en 2009 était historiquement faible et, en 2019, certains signes indiquaient qu'elle touchait à sa fin. Aux États-Unis, le coup de pouce temporaire donné par les réductions d'impôts de M. Trump avait expiré ; en Chine, le taux de croissance, qui n'avait cessé de diminuer depuis 2010, a atteint son niveau le plus bas depuis 30 ans ; et dans l'Union européenne (UE), la reprise économique inégale qui a suivi la crise de 2010-2012 dans la zone euro s'est ralentie, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne ayant toutes enregistré un recul de leur croissance.

Le début de la pandémie Covid-19 en mars 2020 a frappé les États membres de l'UE avec plus ou moins d'intensité. L'impact initial a été ressenti en Italie, puis en Espagne et, peu après, en France et en Belgique. Les systèmes de santé ont été sérieusement mis à rude épreuve et le nombre de décès a atteint un niveau alarmant. Les taux de mortalité étaient également élevés en Suède, qui a suivi une politique controversée basée sur la recherche d'une "immunité de masse", ainsi qu'en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, qui ont initialement suivi la même approche. En Allemagne, en Autriche et dans les autres pays nordiques, où l'impact s'est fait sentir un peu plus tard, le nombre de décès a été nettement inférieur. En Europe centrale et orientale, l'impact initial a été encore plus faible, mais les infections ont augmenté régulièrement tout au long de l'été. Au début de l'automne, les infections ont ensuite recommencé à augmenter dans toute l'Europe. Cette tendance s'est fortement accélérée en novembre 2020, le nombre de nouveaux cas quotidiens étant environ cinq fois plus élevé qu'en mars. Grâce à une plus grande expérience dans le traitement de la maladie et à la proportion plus élevée de jeunes touchés, beaucoup plus de personnes ont survécu. Toutefois, dans l'ensemble de l'UE, le nombre de décès quotidiens était aussi élevé que lors du pic précédent.

Des mesures de verrouillage économique ont été introduites dans de nombreux pays pour enrayer la propagation initiale de la maladie, ce qui a entraîné une chute importante de la production, la production industrielle de l'UE ayant chuté de 27 % en avril. Au cours du premier semestre 2020, le PIB a chuté de 15 % dans l'ensemble de l'UE, et de quelque 20 % en France, en Italie et en Espagne. Lorsque le verrouillage a été assoupli au printemps, l'activité économique a d'abord enregistré un rebond relativement fort, mais celui-ci s'est affaibli à partir de la fin de l'été, et en novembre, la plupart des pays avaient réintroduit des restrictions sur la restauration et les entreprises non essentielles. Sur l'ensemble de l'année, le PIB devrait chuter d'environ 8 % pour l'UE. Toutefois, cette évolution masque des différences importantes entre les pays. Parmi les grandes économies, l'Allemagne devrait enregistrer une baisse d'environ 6 %, tandis que les chiffres pour la France, l'Italie et surtout l'Espagne devraient approcher les 10 % ou plus. Parmi les plus petits pays, la production de la Belgique, de la Grèce et du Portugal devrait baisser d'environ 9 %.

L'épidémie a eu un impact majeur sur les marchés du travail. À la suite de licenciements temporaires et de programmes de chômage partiel, l'emploi des hommes et des femmes a diminué de 2,8 % au cours du premier semestre 2020, soit beaucoup moins que la baisse de la production. Pour l'ensemble de l'année, on s'attendait à une baisse de l'emploi de quelque 5 %. Toutefois, lorsque des travailleurs découragés ne parvenaient pas à trouver un emploi, les taux d'inactivité ont augmenté de 1,7 point de pourcentage dans l'ensemble de l'UE. Par conséquent, les chiffres officiels du chômage dans l'UE, qui est passé de 6,5 % à 7,7 % au cours

de l'année 2020, n'ont pris en compte qu'une partie de la crise de l'emploi. Les travailleurs

Indicateurs économiques de l'UE, 2020

		Variation en % du PIB réel	Investisseme nt % de variation	Emploi % de variation	Chômage, en	Salaire réel % de variation	Solde budgét aire en % du PIB	Dettes brute en % du PIB
	La zone euro	-7.8	-19.1	-5.3	8.3	0.9	-8.8	101.7
	UE	-7.4	-17.6	-4.5	7.7	0.5	-8.4	93.9
Nordique	Finlande	-4.3	-14.7	-2.5	7.9	1.7	-7.6	69.8
	Danemark*	-3.9	-12.3	-1.3	6.1	0.6	-4.2	45.0
	Suède*	-3.4	-11.5	-1.7	8.8	1.2	-3.9	39.9
Europe de l'Ouest	Autriche	-7.1	-14.8	-2.5	5.5	-0.3	-9.6	84.2
	Belgique	-8.4	-15.4	-0.7	5.9	-1.9	-11.2	117.7
	France	-9.4	-17.6	-10.5	8.5	5.0	-10.5	115.9
	Allemagne	-5.6	-15.7	-1.0	4.0	-1.7	-6.0	71.2
	Irlande	-2.3	-67.6	-0.4	5.3	1.5	-6.8	63.1
	Luxembourg	-4.5	-15.6	2.0	6.6	-5.6	-5.1	25.4
	Pays-Bas	-5.3	-14.2	-0.8	4.4	1.3	-7.2	60.0
	Chypre	6.2	17.0	-2.6	8.2	-1.6	-6.1	112.6
Europe du Sud	Grèce	-9.0	-15.4	-3.6	18.0	0.3	-6.9	207.1
	Italie	-9.9	-18.8	-10.3	9.9	1.0	-10.8	159.6
	Malte	-7.3	:	-0.8	5.1	-0.3	-9.4	55.2
	Portugal	-9.3	-30.7	-3.8	8.0	-0.3	-7.3	135.1
	Espagne	-12.4	-23.4	-8.7	16.7	2.1	-12.2	120.3
	Europe de l'Est	Tchéquie	-6.9	-15.2	-1.1	2.7	-2.9	-6.2
Estonie		-4.6	-18.9	-3.5	7.5	3.8	-5.9	17.2
Lettonie		-5.6	-4.0	-3.2	8.3	2.8	-7.4	47.5
Lituanie		-2.2	-13.1	-2.8	8.9	1.5	-8.4	47.2
Slovaquie		-7.5	-20.0	-1.6	6.9	-0.6	-9.6	63.4
Slovénie		-7.1	-16.0	-0.9	5.0	1.3	-8.7	82.2
La Bulgarie*		-5.1	12.8	-2.9	5.8	4.0	-3.0	25.7
La Croatie*		-9.6	:	-1.4	7.7	1.9	-6.5	86.6
Hongrie*		-6.4	-16.4	-3.5	4.4	2.8	-8.4	78.0
Pologne*		-3.6	-9.8	-1.7	4.0	-0.1	-8.8	56.6
La Roumanie*		-5.2	2.0	-2.6	5.9	5.8	-10.3	46.7
Hors UE	ROYAUME- UNI	-10.3	-15.6	-0.9	5.0	-1.3	13.4	104.4
	Japon	-5.5	:	-5.0	3.1	2.9	-13.9	250.0
	ÉTATS-UNIS	-4.6	-10.7	-6.3	7.7	2.8	-15.3	120.0

Source : Commission européenne, Prévisions économiques européennes, automne 2020. * Hors zone euro.

Le PIB irlandais est estimé à -6% sans les multinationales américaines.

migrants et les jeunes ont été les plus touchés par les pertes d'emploi, tandis que les femmes avec enfants ont assumé une part disproportionnée du travail non rémunéré. Cette situation a été aggravée par les tensions supplémentaires liées au télétravail à domicile, qui ont nettement augmenté après le début de la crise de la santé. ⁵

⁵ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020, encadré 2.1, pp. 77-78.

Selon l'Organisation internationale du travail, le revenu du travail devrait chuter de 10,7 % en Europe occidentale et de 8 % en Europe orientale au cours des trois premiers trimestres de 2020.⁶ Tous les pays de l'UE ont mis en place des régimes d'indemnisation pour les travailleurs en chômage partiel ou licenciés. Ces régimes ont touché près de 25 % des salariés aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne, et près de 50 % en France et en Italie. Mais, même avec ces régimes, les travailleurs ont subi une perte de revenu net d'environ 25 % lorsqu'ils travaillaient 50 % des heures normales et une baisse de 50 % lorsqu'ils travaillaient zéro heure.⁷ Pour les travailleurs faiblement rémunérés et employés de façon précaire, qui luttent déjà pour survivre grâce à leur salaire, la baisse a entraîné des difficultés généralisées. Environ deux tiers des pays de l'UE ont également introduit des mesures de protection du revenu pour les travailleurs indépendants et d'autres groupes non couverts par les régimes existants, mais ces mesures ont permis d'obtenir des taux très faibles de remplacement du revenu. Les travailleurs migrants ont été particulièrement touchés par les nouvelles restrictions à la mobilité et travaillent souvent dans des secteurs particulièrement vulnérables au coronavirus. Plus généralement, les femmes sont représentées de manière disproportionnée parmi les travailleurs essentiels les plus exposés, notamment dans les secteurs de la santé et des soins.

La Commission européenne estime que le coronavirus causera des pertes aux entreprises de 720 milliards à 1,2 billion d'euros en 2020.⁸ Si quelques secteurs de l'économie se sont développés, notamment les supermarchés et les services de livraison à domicile, l'activité des entreprises s'est largement effondrée. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, on a assisté à une augmentation des entreprises dites "zombies" qui n'ont survécu que grâce à des facilités de prêt spéciales. En septembre, l'organisation a demandé la suppression progressive des programmes de maintien de l'emploi et la fermeture des entreprises non viables.⁹

Un pas en avant limité ?

Au départ, les États membres de l'UE ont réagi à l'épidémie par un manque total de solidarité, en fermant les frontières nationales et en limitant l'exportation de fournitures médicales essentielles. Fin mars, les ministres des finances de l'UE ont toutefois convenu de suspendre les limites du pacte de stabilité et de croissance sur les emprunts publics afin de faciliter les réponses nationales.

En mars, la Banque centrale européenne (BCE) a répondu à la menace économique par une série d'initiatives majeures. Elle a introduit un programme d'urgence pandémique de 750 milliards d'euros qui a permis de soulager la pression sur les obligations d'État du sud de l'Europe, et ce montant a ensuite été porté à 1 350 euros en juin. Un autre programme a permis d'accroître le soutien aux entreprises. La réglementation bancaire et les exigences en matière de garanties ont été assouplies, bien que les 3 000 milliards d'euros de prêts potentiels aux entreprises à des taux d'intérêt négatifs aient été à peine utilisés. Les effets de la politique

⁶ ILO Monitor, *COVID-19 et le monde du travail*, sixième édition, 23 septembre 2020, p. 17.

⁷ Les régimes de travail à court terme et leurs effets sur les salaires et le revenu disponible", *Bulletin économique de la BCE*, numéro 4/2020.

⁸ Yannis Eustathopoulos, "Le rôle et les devoirs des pouvoirs publics dans le sauvetage des entreprises : "entreprises-usuel" ou opportunité de favoriser la transition socio-écologique ? Document présenté lors de la conférence EuroMemorandum, 23 septembre 2020.

⁹ Évaluation économique intermédiaire de l'OCDE, *Coronavirus : Living with uncertainty*, 16 septembre 2020, p.12.

monétaire ont donc été ambigus. Les injections massives de liquidités par la BCE ont certes permis d'éviter un effondrement potentiel du système bancaire, mais la politique monétaire très accommodante et les taux d'intérêt bas n'ont pas entraîné une augmentation significative du crédit bancaire et de la croissance économique. Au contraire, l'énorme augmentation des liquidités a contribué à une hausse importante des prix des actifs, avec les risques que cela comporte pour la stabilité financière. Elle a également fortement exacerbé les inégalités socio-économiques, tant en Europe que dans le monde.

Face à la détérioration rapide des perspectives économiques, l'Eurogroupe des ministres des finances a approuvé début avril un programme de prêts de 540 milliards d'euros : 100 milliards d'euros pour aider à financer les programmes nationaux de lutte contre le chômage (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency ou SURE) ; 200 milliards d'euros pour les entreprises de la Banque européenne d'investissement avec des garanties fournies par les États nationaux ; et 200 milliards d'euros supplémentaires éventuels pour les entreprises du mécanisme européen de stabilité. Toutefois, sur l'insistance du gouvernement néerlandais, ces mesures ont été largement soumises à la stricte conditionnalité habituelle de l'UE, malgré l'opposition farouche des États membres du Sud.

Ces conditions ont conduit à une grave crise politique, notamment en Italie. Face à la possibilité d'un éclatement de l'UE, le gouvernement allemand a modifié sa position et la chancelière Merkel, en collaboration avec le président français Macron, a proposé un programme de soutien de 750 milliards d'euros qui, pour la première fois dans l'UE, comprendrait 450 milliards d'euros de subventions aux États membres. Le programme européen de nouvelle génération a été approuvé lors d'un sommet en juillet, bien que, suite aux pressions des Pays-Bas, de l'Autriche, du Danemark et de la Finlande, l'élément de subvention ait été réduit à 390 milliards d'euros.¹⁰ Les subventions doivent être allouées sur trois ans en fonction du chômage et du revenu par habitant, et les principaux bénéficiaires seront l'Italie et l'Espagne. Les prêts doivent être remboursés entre 2028 et 2057, bien que la question clé du mode de financement n'ait pas été résolue. Cela pourrait se faire à l'aide de nouvelles taxes européennes (sur les plastiques, les transactions financières, la consommation de carbone ou le commerce numérique), ou avec de nouvelles ressources des États membres ou encore avec des réductions de dépenses.

Le programme a été présenté comme une avancée historique car il inclut le principe d'une dette européenne et de transferts en faveur des pays les plus touchés par la crise. Mais s'il s'agit d'une première étape, elle est très limitée. L'Allemagne a fait un compromis afin de préserver la zone euro, qui est essentielle pour son économie tournée vers l'exportation. La création d'une dette européenne est une initiative importante, mais les modalités de son remboursement ne sont pas claires, ce qui sera un facteur décisif. L'ampleur du plan est également faible par rapport à l'ampleur du défi. L'élément de subvention, après avoir tenu compte des 78 milliards d'euros déjà alloués (à la politique de cohésion, au développement rural et au Fonds de transition juste), s'élève à 312 milliards d'euros sur trois ans. Cela équivaut à seulement 0,7 % du PIB européen par an, un montant très modeste compte tenu de la profondeur de la récession. Plus inquiétant encore, les investissements nationaux financés par le plan sont censés être soumis à un contrôle par le biais de la procédure du Semestre européen. Il s'agit de réformes dites structurelles qui reposent sur la promotion des notions néo-libérales de flexibilité et de concurrence. L'initiative a été annoncée comme une réponse ponctuelle à la crise sans précédent, mais pour la plupart des États du Sud, elle est considérée

¹⁰ Lors des négociations parallèles sur le budget de l'UE de 1 074 milliards d'euros pour la période 2021-27, les "quatre frugaux" - comme l'Allemagne - ont réussi à obtenir des rabais importants pour leurs pays

comme un premier pas vers une facilité européenne plus permanente. Il est significatif qu'à la fin du mois de septembre, dans une analyse des bénéficiaires du nouveau fonds, la BCE elle-même ait demandé que la capacité fiscale européenne soit rendue permanente.¹¹

Le plan de relance européen a finalement été approuvé à la fin de l'année 2020 après de longues négociations avec la Pologne et la Hongrie, la décision sur la conformité de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans les deux pays avec les normes européennes étant reportée à 2023. Les principales réponses budgétaires au cours de l'année 2020 ont été nationales, avec une combinaison de stabilisateurs automatiques et de mesures discrétionnaires, s'élevant à environ 6,9 % du PIB dans l'UE.¹² Néanmoins, l'ampleur des programmes nationaux de reconstruction a largement varié en fonction des ressources budgétaires des pays. En juin, l'Allemagne a annoncé des propositions pour un montant de 130 milliards d'euros, principalement destinées à stimuler la consommation. Le paquet français, annoncé en septembre, prévoit un programme de 100 milliards d'euros, dont un soutien aux investissements dans l'énergie verte, les transports et l'innovation industrielle. L'initiative de l'Italie, annoncée en juillet, est un programme plus modeste de 20 milliards d'euros destiné à soutenir les transports, la logistique et le tourisme.

Vers une alternative progressive - Propositions de l'EuroMemorandum

La crise du coronavirus souligne l'importance de compléter la politique monétaire européenne commune par une politique budgétaire européenne commune. Conformément aux précédentes propositions du mémorandum européen, afin d'avoir un impact macroéconomique, une capacité budgétaire européenne égale à au moins 5 % du PIB de la zone euro devrait être établie. Ceci devrait s'accompagner de la création d'un ministère européen des finances soumis à la responsabilité démocratique du Parlement européen. Le budget européen devrait être financé par une combinaison de (a) taxes, y compris des taxes sur les transactions financières, sur la consommation de carbone et la teneur en carbone du carbone importé, et sur les bénéfices des entreprises ; (b) obligations communes de la zone euro ; et (c) création monétaire par la BCE. L'objectif premier de la politique budgétaire européenne devrait être de promouvoir le plein emploi avec un bon travail et une semaine de travail plus courte, et de réduire les déséquilibres très marqués du développement économique entre les différentes régions européennes.¹³ Cet objectif devrait être étroitement lié à l'élaboration d'une stratégie européenne d'investissement, comme indiqué au chapitre 4 ci-dessous.

La politique budgétaire des États membres devrait être coordonnée au niveau européen dans le but de promouvoir le plein emploi et la transition vers un modèle socialement et écologiquement durable dans chaque pays. Les dépenses publiques consacrées à des projets d'investissement qui contribuent à cette fin devraient être exclues des règles de l'UE en matière de déficit. Les réductions de l'imposition des revenus élevés introduites depuis les années 1980 devraient être inversées afin de contrer le vaste mouvement d'accroissement des inégalités et de garantir la mise à disposition de ressources pour les programmes

¹¹ The fiscal implications of the EU's recovery package", *Bulletin économique de la BCE* 6/20, septembre 2020.

¹² Union européenne, Prévisions économiques européennes - Automne 2020, Annexe statistique, Tableau 38.

¹³ Pour d'autres propositions récentes visant à promouvoir une capacité fiscale européenne permanente, voir Stéphanie Hennette et autres, *Comment démocratiser l'Europe*, 2019, qui préconise un budget commun supervisé par une assemblée composée de membres des parlements des pays participants proportionnellement à leur composition politique. Voir également le document présenté par Transform Europe ! lors de la conférence EuroMemorandum, en septembre 2020, qui préconise l'émission conjointe d'obligations par les pays participant à une "coalition de volontaires".

d'investissement public. Les États devraient établir des règles claires pour le soutien public des entreprises privées, sur la base d'une intervention à long terme pour promouvoir des objectifs sociaux et de durabilité. Les États membres devraient commencer à harmoniser leurs taux d'imposition, en particulier le taux sur les bénéfices des sociétés, de manière à éliminer l'impact pernicieux de la concurrence fiscale. Les systèmes fiscaux devraient contribuer à réduire la consommation de ressources naturelles et la pollution de l'air, de l'eau et du sol. Une part importante des dettes publiques existantes devrait être mutualisée au niveau de l'UE afin que tous les États membres puissent bénéficier de taux d'intérêt plus bas et d'une protection contre les attaques spéculatives.

Dans le domaine de la politique monétaire, au moins deux changements sont nécessaires, ce qui représente un changement par rapport à l'insistance actuelle sur les ajustements basés sur le marché. Premièrement, les opérations de la BCE devraient être subordonnées à des objectifs spécifiques qui contribuent à promouvoir le processus de transition sociale et écologique. À cette fin, par exemple, le portefeuille de la BCE devrait être compatible avec la lutte contre le changement climatique et ne pas inclure de titres émis par des entreprises émettant du CO₂. Deuxièmement, la BCE devrait jouer le rôle de prêteur en dernier ressort vis-à-vis des gouvernements, ce qui signifie que la BCE devrait non seulement acheter des obligations publiques sur le marché primaire, mais aussi contribuer à la restructuration de la dette publique avec une annulation partielle lorsqu'elle est utilisée pour financer des investissements publics verts.

Les réformes mises en œuvre depuis la crise financière de 2007-2008 n'ont pas modifié le modèle commercial des banques, axé sur le profit. Pour que la finance soit au service de la société, des changements systémiques sont nécessaires, à commencer par le contrôle social des plus grandes banques et la promotion des banques publiques et coopératives locales. Tous les conglomérats financiers couvrant la banque de détail et d'investissement, le commerce des valeurs mobilières et l'assurance doivent être restructurés ou séparés, et la surveillance doit être pleinement adaptée aux structures de conglomérat restantes. Tous les établissements exerçant des activités bancaires, y compris ceux des banques dites "fantômes", devraient être soumis à la réglementation bancaire. Toutes les activités bancaires devraient inclure des critères qui favorisent le développement durable, y compris, par exemple, la promotion des actions de sociétés qui fabriquent des produits respectueux de l'environnement. Les produits financiers spéculatifs, y compris les produits dérivés financiers tels que les swaps de défaut de crédit qui augmentent le risque systémique, devraient être interdits. Les gains en capital provenant de transactions financières à court terme devraient être soumis à une imposition punitive. Les contrôles publics des flux de capitaux internationaux et la taxation des transactions financières devraient être utilisés pour mettre fin aux activités spéculatives et pour limiter le pouvoir des financiers sur notre société.

La crise du coronavirus a mis en lumière la nécessité de construire un système de protection sociale plus universel et progressif en Europe, qui soit moins dépendant des antécédents professionnels ou du statut professionnel. Le télétravail devrait être réglementé de manière à surmonter ses conséquences néfastes pour les travailleurs et les parents, ainsi que pour les syndicats et les actions collectives. La participation des travailleurs aux syndicats et aux négociations collectives devrait être renforcée, en particulier là où elle est particulièrement faible, comme en Europe de l'Est, en Grèce et en Irlande.

2 Perspectives critiques sur le Green Deal européen

Le Green Deal européen (EGD), annoncé en décembre 2019, a été qualifié d'accord historique, voire de "moment de l'homme d'Europe sur la lune".¹⁴ Les chefs d'État des 27 États membres de l'UE se sont finalement mis d'accord sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 55 % d'ici 2030, bien qu'après des négociations acrimonieuses. L'objectif à plus long terme, précédemment convenu, est de parvenir à des émissions de gaz à effet de serre nettes zéro d'ici 2050. La directive sur l'énergie constitue un vaste ensemble de politiques et de principes visant à "transformer l'UE en une société équitable et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive"¹⁵, en tant que "stratégie de croissance de l'Europe", avec une croissance découplée de l'utilisation des ressources, et désormais ancrée dans le cadre financier pluriannuel (CFP) et le plan de relance de l'UE de la prochaine génération. L'accent est mis sur les politiques de croissance verte, accompagnées d'un mécanisme de transition juste pour compenser les conséquences économiques et sociales de la directive sur l'environnement dans les régions à forte intensité de carbone.

L'EuroMemorandum insiste depuis longtemps sur la nécessité d'une transformation socio-écologique en tant que programme politique.¹⁶ La CDE introduit une perspective cadre utile pour les politiques dans les domaines concernés. Néanmoins, la CDE est essentiellement une approche de "croissance verte" et n'implique pas une transformation substantielle de la société en termes socio-écologiques. Elle met fortement l'accent sur la nécessité de surpasser le reste du monde en y parvenant en premier, par exemple avec l'hydrogène. L'accent est mis sur les mécanismes du marché et le marché unique, tandis que les normes alternatives telles que la solidarité et les formes alternatives d'organisation économique, essentielles à une véritable transformation socio-écologique, sont largement absentes. Il est très peu probable que le degré de découplage absolu des émissions et des ressources de la croissance nécessaire pour atteindre les objectifs de la directive sur l'énergie soit atteint.¹⁷ Dans ce chapitre, nous présentons des réflexions critiques sur les principales dimensions de la CDE, en particulier celles qui touchent au climat et à la biodiversité (les deux frontières planétaires "centrales"), l'approche de la politique sociale et la conjoncture politique dans laquelle elle a vu le jour.

Climat

La Commission a placé la politique climatique au centre du Green Deal européen. Pourtant, son ambition est bien trop faible. La réduction de 55 % des émissions annuelles de l'UE entre 1990 et 2030 signifie en fait une réduction de 38 % entre 2019 et 2030.¹⁸ Si l'on considère la

¹⁴ U. Von der Leyen, discours au Parlement européen, 11/12/19.

¹⁵ Commission européenne, The European Green Deal, 11-12-19.

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/european-green-deal-communication_en.pdf

¹⁶ Voir EuroMemorandum 2020.

¹⁷ Voir par exemple T. Parrique et al, *Decoupling Debunked : Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability*, EEB & MESA, 2019 ; J. Hickel & G. Kallis, 'Is Green Growth Possible', *New Political Economy*, 2019.

¹⁸ (1) en tenant compte de la réduction existante de 24 % de 1990 à 2019 (Commission européenne, *Rapport d'avancement sur l'action de l'UE en faveur du climat, novembre 2020*) ; et (2) en maintenant sur toute la période les mêmes secteurs que la Commission a choisis pour 2030 ; l'utilisation des mêmes secteurs sur la période 1990-2030 signifie que la proposition de la Commission pour cette période est en fait de 53 % ou moins, et non de 55 % (CAN Europe, "Media Briefing : Comparing the current at least 40% target with the new draft 55% 2030 Climate Target as proposed by the Commission", 15-9-20).

réduction en ligne droite, l'ambition de l'UE ne serait que de réduire de 3,5 % les émissions de 2019 chaque année.

Selon la dernière évaluation des Nations unies, le rapport 2020 du PNUE sur les écarts d'émissions, pour limiter l'augmentation du réchauffement climatique à 1,5 degré, une réduction globale de 56 % des émissions annuelles entre 2019 et 2030 est nécessaire. Si l'UE acceptait sa responsabilité historique et ses capacités (comme l'exige le cadre de conversion des Nations unies sur le changement climatique, le traité de la CCNUCC), la réduction correspondante devrait être bien supérieure à 60 %, et non aux 38 % proposés. Cela affecterait considérablement la nature même du programme Green Deal.

L'urgence climatique est déjà là, et on ne saurait trop insister sur la nécessité d'une action immédiate. Étant donné la nature cumulative de l'effet des GES et le fait que l'action mondiale a été retardée, de fortes réductions sont nécessaires immédiatement ; des retards, même de quelques années, signifieront des réductions extrêmes par la suite. ¹⁹Un plan de réduction des émissions sur cinq ans est nécessaire.

En outre, les pays riches ont promis 100 milliards de dollars par an aux "pays en développement" pour des mesures climatiques d'ici 2020 ; en 2018, seulement 21 milliards de dollars d'équivalent subvention avaient été atteints, l'UE jouant un rôle faible. ²⁰

Traité sur la Charte de l'énergie

L'élimination rapide des combustibles fossiles est de plus en plus considérée comme critique. Toutefois, le traité sur la charte de l'énergie (TCE) constitue un obstacle majeur. La protection des intérêts des investisseurs étrangers dans le secteur de l'énergie, par le biais du règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), est au cœur de ce traité. Il a été utilisé par l'industrie des combustibles fossiles pour réclamer d'énormes pénalités aux gouvernements nationaux et locaux, y compris ceux d'Europe. Elle a surtout conduit les pays à affaiblir leurs réglementations relatives aux combustibles fossiles ainsi que leur application. L'UE a lancé une initiative visant à "moderniser" le TCE ; aucune des questions clés mentionnées ici n'est abordée, et les propositions ont été qualifiées de "cosmétiques". ²¹

Matières premières et exploitation minière

L'énergie solaire et éolienne, ainsi que les batteries, et les limites du recyclage, nécessitent l'extraction de grands volumes de métaux et de minéraux ; un nombre élevé de véhicules électriques individuels aggraverait le problème. De nombreuses zones minières se trouvent dans des zones prioritaires de conservation de la biodiversité, ²²avec un risque important de propagation des zoonoses aux humains également.

¹⁹ Voir R. Andrew, Global mitigation curves (updated), d'après Raupach et al. (2014) :

https://folk.universitetetioslo.no/roberan/t/global_mitigation_curves.shtml. Voir aussi Z. Hausfather, "UNEP : Net-zero pledges provide an "opening" to close growing emissions "gap"", Carbon Brief, 9-12-20 :

<https://www.carbonbrief.org/unep-net-zero-pledges-provide-an-opening-to-close-growing-emissions-gap>

²⁰ Oxfam, *Rapport alternatif sur le financement du climat 2020 : Évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'engagement de 100 milliards de dollars*, octobre 2020, p.8. Le rapport donne un chiffre de 19%-22,5% ; la moyenne est prise ici.

²¹ ClientEarth, *Projet de proposition de la Commission pour la modernisation du traité sur la Charte de l'énergie - Briefing juridique*, 23-4-20.

²² L. Sonter et al., Renewable energy production will exacerbate mining threats to biodiversity, *Nature Communications*, 1-9-20.

Pour réduire les risques d'approvisionnement, l'UE a lancé une stratégie sur les matières premières dans le cadre de la CDE, qui prévoit notamment une expansion importante et rapide de l'exploitation minière en Europe. Il est prévu que 80 % de la demande européenne de lithium, principalement pour les batteries, soit satisfaite au niveau national d'ici 2025.²³ La forme d'extraction du lithium en Europe, l'extraction à partir de la roche, risque de répéter certains des dommages considérables causés par l'exploitation minière dans le Sud, malgré le plan de recherche d'une "exploitation minière durable". Le manque d'acceptation du public pour l'exploitation minière en Europe est reconnu ; cependant, ce problème doit être traité dans le cadre du programme "Mieux légiférer", "pour accélérer et faciliter les procédures dans les États membres", ce qui semble indiquer une modification des réglementations pour les rendre plus faciles. Les perspectives internationales en matière de ressources sont abordées au chapitre 5.

Agriculture

La principale cause de la forte réduction de la biodiversité en Europe est l'agriculture intensive,²⁴ qui est également un important émetteur net de GES. Cependant, les stratégies "de la ferme à la fourchette" et "biodiversité" du "Green Deal" ne parviennent pas à remédier à cette situation. Plus important encore, la PAC - responsable d'un tiers du budget de l'UE - soutient en fait ce modèle d'agriculture industrielle, et le renouvellement actuel de la PAC, qui a lieu tous les sept ans, est une occasion unique de changer cela. Pourtant, la proposition actuelle de la PAC ne parvient pas à le faire.

Accords commerciaux internationaux

L'annonce initiale du Green Deal indiquait que l'UE donnerait un "exemple crédible" au monde et qu'elle en assurerait le suivi dans sa politique commerciale, par exemple. Cette ambition bienvenue se trouve confrontée à un test crucial dans les négociations actuelles avec le Mercosur et l'Indonésie. Ces deux régions contiennent une partie considérable des forêts tropicales les plus importantes du monde, qui sont cruciales pour le climat et la biodiversité. La déforestation se fait à grande échelle, pour faire place à l'agriculture et à l'exploitation minière, souvent avec l'aide du gouvernement, tandis que les droits sociaux sont violés à grande échelle.

Les aspects commerciaux des négociations UE-Mercosur ont été conclus en juillet 2020. Un rapport commandé par le gouvernement français sur les aspects liés au développement durable a conclu que des opportunités majeures ont été manquées pour promouvoir des améliorations efficaces en matière d'environnement et de durabilité dans la région du Mercosur, et que les aspects convenus en matière de climat, d'environnement et de travail

²³ Commission européenne, *Résilience des matières premières critiques : Charting a Path towards greater Security and Sustainability*, 3-9-20, p.4.

²⁴ Agence européenne pour l'environnement, *État de la nature dans l'UE*, 19-10-20 ; Cour des comptes européenne, *Biodiversité des terres agricoles : La contribution de la PAC n'a pas permis d'enrayer le déclin*, rapport spécial 13/2020, 5-6-20. Bien entendu, la déforestation, la surpêche et l'expansion urbaine sont également des facteurs importants.

sont en fait inapplicables.²⁵ Cela correspond à plusieurs autres critiques des récents accords de libre-échange de l'UE.²⁶

Transition juste et politiques sociales

Le Groupe d'experts souligne que la transition vers l'énergie durable doit être réalisée "en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte". Le mécanisme de transition équitable est le moyen utilisé pour y parvenir ; il se compose de trois parties. Tout d'abord, le Fonds pour la transition équitable, qui devrait recevoir 40 milliards d'euros d'argent frais de l'UE, y compris une injection importante de 30 milliards d'euros provenant de l'instrument de relance ; il est principalement composé de subventions. Le Fonds de transition équitable est alloué aux régions qui ont la plus forte intensité d'émissions de gaz à effet de serre, notamment l'industrie et les mines de charbon, et qui sont confrontées aux plus grandes pertes d'emplois. La Pologne, l'Allemagne et la Roumanie devraient recevoir 44 % du total.²⁷ Les fonds peuvent être utilisés pour des investissements dans les PME, la recherche et l'innovation, la réhabilitation de l'environnement, l'énergie propre et la reconversion ; bien que cela soit sans aucun doute utile, cela ne constitue pas une stratégie adéquate pour le développement régional. En outre, il existe le programme InvestEU qui comprend des prêts privés garantis par l'UE, ainsi qu'un nouveau mécanisme de prêt au secteur public dans le cadre de la BEI. Compte tenu des déséquilibres régionaux existants et des problèmes de cohésion, il est très peu probable que le budget du mécanisme de transition soit suffisant pour relever les défis à venir. Des questions doivent également être soulevées concernant le suivi et les éventuelles sanctions en ce qui concerne le rôle de l'État et du secteur privé dans l'administration de ce financement.

Au-delà du mécanisme de transition juste et des régions particulières qu'il vise, l'ambition est très limitée en termes sociaux, la question importante de la pauvreté énergétique étant celle qui retient le plus l'attention. L'ancrage institutionnel de la CDE dans le modèle social européen au sens large, tel qu'il se manifeste dans le pilier européen des droits sociaux, reste au mieux vague. Dans sa forme actuelle, la directive n'offre pas de plate-forme permettant de procéder à des changements plus fondamentaux, tels que la réduction du temps de travail, la garantie de l'emploi ou la lutte contre la pauvreté des travailleurs. Le chapitre 3 ci-dessous soulève des aspects importants d'un Green New Deal féministe, notamment la redistribution du travail de soins, une composante centrale de l'économie et des écosystèmes, et le rôle des solutions communautaires ascendantes. Alors que dans le contexte du Fonds de relance, le chômage et le travail à court terme ont pris une nouvelle importance, et que la reconversion est un aspect majeur d'une transition juste, les²⁸ politiques et les institutions existantes en matière de travail sont souvent incompatibles avec la reconversion. Grâce à

²⁵ Rapport de la Commission Ambec au gouvernement français sur les aspects de développement durable de l'accord UE-Mercosur, septembre 2020. Synthèse et recommandations en anglais :

https://www.tse-fr.eu/sites/default/files/TSE/documents/syntheserecommandations_english_.pdf

²⁶ Par exemple, W. Weiss, The role of Treaty Committees in CETA and other recent EU free trade agreements, *Foodwatch*, 28-10-19.

²⁷ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_20_931

²⁸ OIT, Principes directeurs pour une transition équitable vers des économies et des sociétés durables pour tous, 2015. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf. Voir également S. Sabato et B. Fronteddu, "A socially just transition through the European Green Deal ? Document de travail de l'ETUI 08/2020.

<https://www.etui.org/sites/default/files/2020-09/A%20socially%20just%20transition%20through%20the%20European%20Green%20Deal-2020-web.pdf>

l'institutionnalisation de la directive sur l'emploi dans le pacte de stabilité et de croissance, les objectifs socio-écologiques sont subordonnés aux restrictions budgétaires - bien que celles-ci soient temporairement suspendues au cours du semestre pendant la crise Covid, même si les recommandations de l'année dernière restent en vigueur -, ce qui reproduit le récit d'un jeu à somme nulle entre les droits sociaux et la transformation éco-sociale.

Gouvernance et dimensions politiques

La CDE est manifestement le sujet le plus discuté à Bruxelles, ²⁹même si les tentatives visant à accroître les exigences de transparence au niveau européen n'ont pas beaucoup progressé ces dernières années. Au niveau réglementaire, le principe du "un dans, un dehors", visant à supprimer les réglementations, est toujours tenté, poussé au plus haut niveau et inclus dans le programme de travail de la Commission pour 2021 ; il est tout simplement incompatible avec des changements socio-écologiques importants. ³⁰Le semestre européen, en tant que principal mécanisme de coordination et de discipline pour les objectifs en matière de changement climatique et de développement durable, a été critiqué par de nombreux observateurs progressistes. La justice intergénérationnelle et la décarbonisation nécessitent un horizon de planification à long terme qui doit être basé sur des modèles participatifs démocratiques. Si la CDE fournit des suggestions pour l'engagement des citoyens, comme le Forum sur le climat, celles-ci n'ont ni la portée ni la profondeur nécessaires pour ancrer la transition éco-sociale dans un processus légitime et démocratique, en particulier en ce qui concerne la cohésion et la convergence locales et régionales.

En ce qui concerne sa conjoncture politique, la CDE a déjà fait l'objet d'un marchandage politique qui n'augure rien de bon pour sa mise en œuvre et sa gestion. Le positionnement des "quatre frugaux" (Autriche, Danemark, Pays-Bas, Suède et plus tard Finlande) par rapport au Fonds de relance et à la question générale des obligations communes, a ostensiblement inclus une demande d'objectifs en matière de changement climatique dans le budget. L'exigence d'un budget équilibré est toutefois en contradiction flagrante avec le financement nécessaire à une transformation socio-écologique. Les compromis politiques et juridiques que l'UE continue de faire avec des gouvernements de plus en plus autoritaires, par exemple en Pologne et en Hongrie, qui agissent carrément contre l'État de droit et sapent les objectifs ambitieux en matière de climat, contribuent à remettre en question la possibilité même pour la CDE d'atteindre ses objectifs, même limités.

Cela est également pertinent lorsque l'on envisage la CDE dans une perspective mondiale, en particulier en mettant l'accent sur les relations extérieures de l'UE. La CDE met l'accent sur les objectifs de développement durable (SDG) et s'attache à donner l'exemple au reste du monde en la matière. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. L'analyse approfondie des performances extérieures de l'UE en matière d'OMD a abouti à des conclusions cinglantes dans son analyse des indicateurs des OMD de l'UE fournis par Eurostat : "Elle célèbre même les progrès les plus lents et ignore les défis urgents, notamment notre empreinte écologique mondiale et les violations des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement européennes. Il contribue à créer une illusion de durabilité". L'analyse souligne la nécessité de prêter une attention particulière aux bonnes questions. ³¹

²⁹ Observatoire de l'Europe des entreprises, un marché gris ? Fossil fuel fingerprints on the European Green Deal, 7-7-20. <https://corporateeurope.org/en/a-grey-deal>

³⁰ Voir également la vaste étude récente de E. Van den Abeele, "One-in, one-out" in the European Union legal system : a deceptive reform ? ETUI, mai 2020.

³¹ P. Heidegger, The truth behind the EU's sustainability illusion, META/EEB, 30-9-20.

S'il reste à voir comment les principes et les politiques de la CDE seront mis en œuvre, gérés et pilotés au cours des prochaines années, il est déjà clair qu'elle aurait pu et dû être beaucoup plus. L'Europe, et l'UE, doivent faire plus si elles veulent prendre au sérieux la transformation éco-sociale.

Vers un Green New Deal européen progressiste - Propositions de l'EuroMemorandum

- Développer la participation démocratique dans le Green Deal comme une approche large de la transformation socio-écologique plutôt que de mettre l'accent sur les mécanismes du marché.
- Fixer un objectif climatique sur la période 2019-2030 d'une réduction d'au moins 60 % des émissions annuelles, bien supérieure aux 38 % prévus, et prendre des mesures immédiates - et non différées - en conséquence. Élaborer un plan d'action et un plan quinquennal à cet effet. Cela devrait modifier pratiquement toutes les propositions politiques liées au climat. Éliminer rapidement les combustibles fossiles et ne pas prolonger leur utilisation, par exemple grâce à l'hydrogène "bleu". Multiplier l'élément de subvention du financement climatique pour les pays en développement et montrer la voie au reste du monde. Rendre les technologies climatiques librement accessibles et fournir une assistance technique.
- Si la réforme du traité sur la charte de l'énergie ne peut être entreprise de manière à supprimer l'indispensable SSI, ce qui semble fort probable, alors organisez un retrait collectif de tous les membres de l'UE, en suivant l'exemple récent de l'Italie, et cessez de soutenir financièrement son secrétariat. Comme les dispositions du traité continuent de s'appliquer pendant 20 ans après le retrait, il faut trouver un moyen immédiat de remédier à cette situation. Agissez également pour arrêter la propagation active du TCE en Afrique et dans le reste du Sud global qui est actuellement en cours.³²
- Pour diminuer considérablement le problème des matières premières, il faut réduire fortement la quantité à utiliser à l'avenir. Pour cette raison et d'autres, adoptez l'approche d'un faible niveau de demande d'énergie à l'avenir, tel que de plus en plus utilisé dans les trajectoires climatiques à 1,5 degrés.³³ Cela va dans le sens d'une approche de suffisance plutôt que d'une maximisation de la croissance. Inclure beaucoup plus le reste de la société dans l'élaboration de l'approche à adopter et des choix sociétaux difficiles à faire, plutôt que de limiter le processus en grande partie aux industries d'approvisionnement.
- Réorienter en profondeur l'approche de l'UE en matière de commerce, en prenant beaucoup plus au sérieux tous les aspects du développement durable ; cela est nécessaire si l'on veut que le rôle de leader mondial que l'UE se propose de jouer dans le cadre du "Green Deal" ait de la substance.
- Retirer la proposition de la PAC de la Commission précédente et la remplacer par une proposition qui soutient réellement les objectifs du Green Deal.³⁴ Soutenir efficacement une réorientation majeure vers l'agriculture régénérative, y compris l'agroécologie,

³² C. Olivet, F. Lumonya et P. Eberhardt, Malgré la controverse, le traité sur la Charte de l'énergie est poussé en silence en Afrique, EURACTIV.com, 13-5-20.

³³ Adopté, par exemple, dans le scénario de faible demande énergétique ("LED") du GIEC pour rester proche de 1,5 degré sans le risqué captage et stockage du carbone à grande échelle. GIEC, Rapport spécial 1.5, 2018.

³⁴ ClientEarth, CAP conflict : Is the European Commission breaching its legal duties, Briefing, 8-7-20 ; "Can the EU Commission scrap its CAP plan", Euractiv, 26-11-20.

notamment en utilisant des conditions de financement au lieu de recommandations, et transférer le soutien des grandes exploitations vers les petites. S'opposer au lobbying lourd et fructueux des grandes entreprises qui soutiennent le modèle d'agriculture intensive. Utiliser la révision de la directive sur les énergies renouvelables (RED) en 2021 pour mettre fin à ses incitations à la destruction des forêts protégées en Europe afin de fournir de la biomasse de bois pour l'énergie.

- Il suffit d'abandonner la proposition d'introduire le principe "un dedans, un dehors", car il est totalement incompatible avec le Green Deal.
- Maintenir et développer les aspects de développement durable du Semestre européen et abandonner le retour à l'austérité proposé en maintenant en vigueur les recommandations de l'année précédente.

3 Approches féministes d'un New Deal vert et de soins

Toutes les crises ont des effets socio-économiques sexospécifiques qui résultent des différences de position des femmes et des hommes dans les systèmes d'emploi et de protection sociale, et de la division du travail domestique non rémunéré et des soins. Toutefois, la nature de chaque crise et les politiques mises en œuvre pour y faire face sont des déterminants supplémentaires des différences entre les sexes dans leurs effets socio-économiques.

Les effets sexospécifiques de la crise de Covid-19

La crise économique actuelle est de nature très différente des précédentes, étant donné son origine dans un problème de santé (pandémie) et la réponse politique visant à limiter sa propagation (blocages). La pandémie de Covid-19 a profondément perturbé la vie économique, sociale et quotidienne de la population dans tous les pays et a affecté les femmes de manière disproportionnée à plusieurs égards.

Tout d'abord, la violence masculine envers les femmes a augmenté depuis le début de l'isolement social, ainsi que la surpopulation dans les espaces clos ; l'insécurité socio-économique a accru la vulnérabilité des femmes par rapport aux partenaires violents, aux membres de la famille et aux personnes qui s'occupent d'elles.

Deuxièmement, le travail domestique et de soins non rémunérés a fortement augmenté pour une multitude de raisons pendant les périodes de fermeture. Les écoles et les crèches ont été fermées et les installations pour les personnes âgées et handicapées suspendues, les possibilités d'hospitalisation limitées ont obligé les patients n'appartenant pas à la catégorie des 19 ans à rester chez eux, les grands-parents ont cessé d'être disponibles pour s'occuper des enfants, et la fermeture des réseaux de soins personnels a touché à la fois les travailleurs sociaux et les personnes nécessitant des soins, deux groupes qui sont en très grande majorité des femmes. L'augmentation de l'offre de travail domestique et de soins non rémunérés a principalement pesé sur les épaules des femmes et a exacerbé les problèmes d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les femmes qui travaillent encore en dehors du foyer et celles qui travaillent à distance.

Troisièmement, comme elles constituent la majorité des personnes travaillant dans des services essentiels de première ligne (soins de santé, soins personnels, approvisionnement en nourriture et en médicaments, nettoyage, etc.) qui nécessitent une présence physique et un contact social, les travailleuses ont été davantage exposées au Covid-19, à l'intensité du travail et aux longues heures de travail. Quatrièmement, l'insuffisance du personnel et le manque d'équipements de protection dans les institutions s'occupant des personnes âgées ont affecté un grand nombre de personnes âgées, dont la majorité sont des femmes. Cinquièmement, les femmes ont été légèrement plus touchées que les hommes par la crise de l'emploi.

Contrairement aux crises précédentes, où les secteurs de la construction et de l'industrie à prédominance masculine ont été les premiers touchés, la pandémie a causé des dommages considérables aux secteurs de services à prédominance féminine (commerce de gros et de détail, hébergement et restauration, services personnels, services aux ménages). En outre, la part importante des pertes parmi les emplois temporaires, occasionnels et informels et la surreprésentation des femmes parmi les travailleurs qui les occupent, ont rendu les femmes plus vulnérables aux pertes d'emploi et ont entravé leur accès égal aux mesures de protection de l'emploi et des revenus mises en place dans tous les pays de l'UE. Par exemple, dans de

nombreux pays, les travailleurs domestiques, les travailleurs saisonniers, les travailleurs à temps partiel ou les mini-employés, dont la majorité sont des femmes, n'ont pas eu accès aux régimes de chômage partiel et de congé temporaire. Enfin, les femmes ont été les principales victimes de l'effondrement du recrutement dans les secteurs à activité saisonnière comme le tourisme. Cela contribue à expliquer la très faible reprise de l'emploi féminin au troisième trimestre 2020, après la levée des restrictions liées au verrouillage des marchés et la hausse de 11,5 % du PIB dans l'UE-27.

En effet, les données de l'enquête EU-LFS montrent que l'emploi total masculin et féminin dans l'UE-27 s'est contracté à peu près au même rythme (2,9 % et 2,8 % respectivement) pendant la phase initiale de fermeture et de redémarrage/reprise, tandis que l'emploi masculin a augmenté plus rapidement que l'emploi féminin (1,4 % contre 0,8 %) pendant la reprise de l'activité économique dans tous les États membres de l'UE au troisième trimestre 2020. En outre, dans l'ensemble de l'UE-27, le chômage féminin a diminué de 4,8 % tandis que le chômage masculin a augmenté de 2,6 % pendant la phase initiale d'arrêt et de redémarrage/reprise de la crise Covid-19, mais a augmenté plus rapidement que le chômage masculin (20,5 % contre 10,1 %) au troisième trimestre 2020. Les effets de la crise Covid-19 sur le marché du travail, qui viennent d'être décrits, mettent en évidence le risque à moyen terme d'insuffisance des possibilités de recrutement auxquelles les femmes pourraient être confrontées une fois la crise terminée. Cela pourrait conduire à une augmentation du taux de chômage des femmes et de l'écart entre les sexes.

Politique et initiatives de l'UE

Au début du mois de mars 2020, la Commission européenne a publié sa nouvelle *stratégie à moyen terme pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025*³⁵ qui améliore la stratégie précédente, en renforçant l'action et le financement de l'UE pour les mesures de lutte contre la violence fondée sur le sexe et en comblant le fossé des soins en Europe. En ce qui concerne ce dernier point, outre le fait qu'elle exhorte les États membres de l'UE à aller au-delà des normes minimales de la directive de 2019 sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée en ce qui concerne les congés familiaux et les modalités de travail flexibles pour les travailleurs, la stratégie inclut l'adoption de la proposition de la Commission concernant une garantie pour les enfants en 2021 et la révision des objectifs de Barcelone sur les taux de couverture des services de garde d'enfants, et promet aux États membres de l'UE un soutien des Fonds européens de relance pour les investissements dans l'éducation de la petite enfance et les services de soins de longue durée.

Quelques mois auparavant, la nouvelle proposition de la Commission sur le "Green Deal" européen (EGD) avait suscité un important débat autour des priorités politiques nécessaires pour faire face à la crise climatique mondiale.³⁶ Les défenseurs critiques du féminisme et de la justice climatique offrent une perspective féministe et intersectionnelle au débat. Dans le même temps, des acteurs importants de la société civile, tels que le Lobby européen des femmes, ont saisi l'occasion pour proposer un "Care Deal for Europe", basé sur un programme économique féministe en faveur d'une "économie des soins" élaboré pendant et après³⁷ la

³⁵ Voir <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0152&from=EN>

³⁶ Voir https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/european-green-deal-communication_en.pdf

³⁷ L'agenda a été élaboré par un nombre important d'économistes féministes (D. Elson, R.E. Pearson, N. Fraser, I. Illkaran et al.) <https://womenlobby.org/Purple-Pact-It-s-Time-for-a-Feminist-approach-to-the-Economy>

crise financière mondiale de 2008.

La pandémie a donné un nouvel élan aux approches féministes du développement économique, qui sont encore plus opportunes après le récent accord interinstitutionnel sur le budget septennal de l'UE comprenant le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 et le nouvel instrument financier de l'UE de la prochaine génération (NGEU) visant à aider les pays de l'UE à se lancer dans une reprise ambitieuse, durable et inclusive de la COVID-19. L'accord prévoit l'inclusion de l'intégration de la dimension de genre et de la budgétisation sensible au genre comme une priorité horizontale du CFP et du NGEU suite à la demande du Parlement européen.³⁸ Toutefois, ces outils doivent être mis en œuvre à partir de 2023 au plus tard et non dans tous les programmes, mais uniquement pour les programmes "gérés de manière centralisée".

La nécessité d'un "Care Deal" (accord de soins)

Les économistes féministes ont toujours insisté sur la centralité des soins pour la reproduction sociale, mais aussi pour la reproduction des inégalités entre les sexes, puisque les soins sont principalement fournis par les femmes. Elles ont souligné l'immense valeur sociale du travail de soins, qu'il soit professionnel ou non rémunéré, et ont soutenu le développement de services de soins sociaux pour permettre aux femmes d'exercer un travail rémunéré dans des conditions d'égalité avec les hommes.

La pandémie a placé la question des soins en tête des priorités de la société en sensibilisant le public à l'importance des systèmes de santé publique pour garantir le droit des citoyens aux soins de santé. Elle a également rendu visible le large éventail de soins, y compris les soins sociaux et personnels, l'éducation et les soins de santé, et englobant tous ceux qui sont en état de dépendance et ont besoin d'assistance : les enfants, les personnes âgées fragiles et les handicapés, mais aussi les victimes de violence, les sans-abri, les toxicomanes, les réfugiés, etc. En outre, elle a mis en évidence le rôle prédominant joué par les femmes dans la reproduction sociale, à la fois en tant que principales dispensatrices de soins non rémunérés à domicile, mais aussi en tant qu'écrasante majorité des travailleurs de soins personnels et des employés des secteurs de la santé, de l'éducation et des soins sociaux. Enfin et surtout, la pandémie a révélé une fois de plus que le travail de soins est sous-évalué. Les conditions de travail et le statut du personnel soignant sont souvent inégaux et les salaires sont bas, tandis que la sous-évaluation du travail de soins est également due au fait que le genre recoupe d'autres formes d'inégalité et de désavantage. Le secteur formel de la santé et des soins personnels aux personnes âgées et aux handicapés repose principalement sur les femmes qui ont un statut d'emploi précaire, qui travaillent de manière informelle ou qui sont des immigrants récents, des migrants, des réfugiés ou des membres de minorités ethniques.

La pandémie a donc renforcé la force de persuasion d'un programme économique féministe qui appelle à des investissements publics massifs dans la santé, l'éducation et les soins sociaux. Cela favoriserait une reprise durable et riche en emplois et conduirait finalement à un changement de paradigme vers une "économie des soins". Cette dernière pourrait être définie comme une économie dans laquelle (i) l'accès à des soins de qualité à tout âge est un droit social universel plutôt qu'un bien marchand ou une responsabilité familiale privée, (ii) la

³⁸ Voir la résolution du Parlement européen sur les conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen des 17-21 juillet 2020m (2020/2732(RSP))

production de soins et le travail de soins sont valorisés par la société, et (iii) les travailleurs de soins bénéficient d'un emploi et de conditions de travail décentes et équitables, et sont traités de manière égale.

Un New Deal vert pour l'Europe : une perspective féministe

La crise climatique est née des dimensions imbriquées du capitalisme (par exemple l'extraction des ressources, l'exploitation du travail, la marchandisation de la nature, l'impérialisme et le militarisme). Elle a des racines historiques dans l'exploitation de personnes asservies,³⁹ dont le travail a contribué à la création de richesses dans le Nord global, et dans le racisme systémique continu qui approfondit et institutionnalise l'iniquité mondiale.

Pour s'attaquer aux causes profondes, ainsi qu'à la portée et à l'ampleur de la crise climatique (et de Covid-19), un Green New Deal (GND) radical doit être transversal dans son approche, fidèle aux principes féministes et s'efforcer de combattre les oppressions historiques. Il faut une transformation de la base vers le sommet, avec une mention spécifique des groupes d'intérêt (tels que les minorités ethniques et raciales, les femmes, les migrants, les personnes LGBTQI, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, etc. Cette absence d'engagement inclusif de la société civile pourrait en partie expliquer l'invisibilité de la dimension de genre dans les plans d'accords verts existants.

De nombreuses propositions plaident en faveur de la décentralisation et du contrôle démocratique des économies locales. Elles appellent à de nouvelles formes de propriété sous la forme de coopératives, d'entreprises de travailleurs ou d'entreprises communautaires, d'entreprises publiques/municipales, etc. Ces changements pourraient profiter aux femmes en augmentant la participation et le pouvoir des femmes dans les processus décisionnels et en intégrant l'égalité des sexes dès le départ. Pour garantir le meilleur accès possible, ces changements devraient aller de pair avec la fourniture du soutien nécessaire à la participation (par exemple, garde d'enfants, espaces accessibles, services de soins de longue durée).

L'économie féministe est de plus en plus impliquée dans la rédaction d'une DND qui reformera les économies nationales tout en réduisant considérablement les émissions de CO2. Grâce aux efforts des environmentalistes féministes, on s'interroge aussi de plus en plus sur la façon dont une DND pourrait être bénéfique pour la justice entre les sexes si des objectifs environnementaux féministes y étaient intégrés.

Deux principes sont pertinents pour un cadre économique analytique éco-féministe : ⁴⁰

1. Reconnaître le travail de soins rémunéré et non rémunéré comme un élément central de l'économie et des écosystèmes ;
2. Réduire les coûts sociaux et écologiques de la reproduction sociale privatisée en la répartissant équitablement au sein de la société et en l'organisant de manière à permettre une utilisation efficace du temps et des ressources matérielles, et à entraîner un minimum de gaspillage.

L'économie écologique féministe reconnaît les liens entre l'exploitation du travail de soins

³⁹ Mezzadri, A. (2019). Sur la valeur de la reproduction sociale : Informal Labour, the Majority World and the Need for Inclusive Theories and Politics". *Radical Philosophy*, 2(4), pp. 33-41.

⁴⁰ S'inspirant ainsi du cadre des 3R de Diane Elson, voir Elson, D. (2017). Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré". *New Labor Forum*, 26(2), pp. 52-61.

féminisés et l'exploitation des ressources de la Terre.⁴¹ Elle considère que l'urgence écologique et climatique et la crise de la reproduction sociale (souvent appelée simplement *soins*)⁴² sont liées et se renforcent mutuellement, résultant de la surcharge de ceux qui portent la responsabilité de la reproduction sociale - dont la grande majorité sont des femmes - qui supportent également de plus en plus les coûts de la crise écologique et des mesures pour y remédier.

La prestation de soins non rémunérés et le travail domestique par les femmes dans les ménages individuels ne sont pas seulement une *subvention gratuite* qui permet une croissance capitaliste continue dans les pays riches, mais ils facilitent également une culture de consommation qui est largement reconnue comme ayant dépassé les limites biophysiques d'une planète finie.⁴³ La centralité du travail domestique pour la génération de valeur sous le capitalisme a été le principal objet d'enquête dans le livre de Leopoldina Fortunati, *L'arcane de la reproduction* (1981), dans lequel elle comprend la disjonction entre la production et la reproduction comme une fiction capitaliste. Sous le capitalisme, la production est et semble à la fois génératrice de valeur. La reproduction est naturalisée comme le domaine de la "non-valeur". Cette fiction accroît la productivité (masculine), car de nombreuses activités sur lesquelles elle repose ne sont pas rémunérées (Fortunati 1981 : 10). En tant que travailleurs "libres" sous le capitalisme, les individus sont dépouillés de toute valeur sauf celle de la force de travail, qui est à la fois la marchandise "contenue" dans le travailleur et la mesure de la valeur de toutes les "choses" produites. La présence conflictuelle de la valeur et de la non-valeur part de chaque individu, mais seuls les travailleurs salariés de la production voient leur valeur reconnue. Les travailleurs de la reproduction - femmes et groupes subalternes - se voient refuser la reconnaissance et leur temps de travail est conçu comme un service personnel "offert" (ou payé lorsqu'il est commercialisé) dans une relation sociale d'échange privé.⁴⁴

Ainsi, il est tout à fait possible de créer une économie post-carbone tout en ne faisant rien pour remédier à la division injuste du travail social reproductif entre hommes et femmes au sein des ménages.

En revanche, pour lutter contre les inégalités sociales, les plans pour un GND radical doivent se concentrer explicitement sur les résultats sexospécifiques de toute politique proposée. Par exemple, dans une ville sans voitures, comment une RBD va-t-elle aborder le temps et le travail accrus qu'implique désormais l'achat d'une famille ? Qui lavera les verres et les couches lorsque le plastique n'offrira plus la commodité des produits jetables ? Il faut répondre à ce genre de questions de manière à promouvoir l'égalité des sexes plutôt que d'accroître la part de travail et de responsabilité des femmes.

Les plans du Green New Deal ne font actuellement pas ce lien, se concentrant plutôt sur la

⁴¹ En septembre 2019, une coalition d'activistes des droits des femmes et du climat aux États-Unis, dont WEDO (Women's Environment and Development Organization), a lancé un programme féministe pour un New Deal vert (voir ci-dessous). Tout récemment, le Women's Budget Group a présenté un "Green New Deal féministe pour le Royaume-Uni", disponible à l'adresse suivante : <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/Feminist-Green-New-Deal.pdf>

⁴² Pour une définition complète des soins, qui inclut à la fois le travail de soins rémunéré et non rémunéré et l'explique comme étant fondamental pour les systèmes économiques, sociaux et politiques, voir Tronto, J. (2013). *Caring Democracy : Marchés, Égalité et Justice*. NYU Press.

⁴³ Voir le récent Barca, S. (2020). *Forces de reproduction*. Cambridge University Press.

⁴⁴ Mezzadri, A. (2020). Une théorie des valeurs de l'inclusion : Le travail informel, le travailleur à domicile et la reproduction sociale de la valeur. *Antipode*, <https://doi.org/10.1111/anti.12701>

façon de rendre les maisons privées plus efficaces sur le plan énergétique et sur la façon d'amener les individus à s'engager dans des pratiques durables telles que la conservation de l'eau et de l'énergie et le recyclage des déchets. Il n'est pas question de savoir comment les pratiques de la vie quotidienne pourraient être rendues plus efficaces en termes de ressources ou comment les espaces de vie pourraient être conçus pour maximiser l'éco-efficacité tout en réduisant le temps nécessaire pour les réaliser. Si la transition vers une économie décarbonisée offre un grand potentiel pour repenser un vaste éventail de caractéristiques normalisées de la vie quotidienne, les idées des architectes féministes, des urbanistes féministes et des planificateurs féministes des transports n'ont pas encore trouvé leur place dans les plans existants du Green New Deal.

Propositions de l'EuroMemorandum pour un New Deal vert féministe

Tous les membres du monde universitaire et de la société civile sont encouragés à contribuer à un Green New Deal basé sur des principes féministes. Des principes et propositions importants ont été proposés dans diverses déclarations récentes, notamment dans le *programme féministe pour un Green New Deal*. À notre avis, il convient d'accorder une attention particulière aux questions suivantes :

- **Reconnaître qu'il n'existe pas de politique climatique nationale.** Plus que jamais, nous devons comprendre les liens entre la politique intérieure et la politique étrangère. Nous ne pourrons éviter une catastrophe climatique que si l'UE travaille avec le reste du monde pour atténuer le changement climatique et faire progresser une politique étrangère féministe qui soit au service des personnes et de leurs communautés, et non pas cooptée par des programmes corporatifs, militarisés ou d'exploitation.
- **Confronter des modes de production exploités et non durables.** Les racines de la crise climatique se trouvent dans un système économique qui encourage la cupidité des entreprises, la production non durable et la recherche du profit au détriment du bien-être des personnes et de la planète. Cette quête sans fin de la croissance matérielle donne du pouvoir aux industries des combustibles fossiles, de l'exploitation minière et de la pollution qui sont les plus responsables du changement climatique. La lutte systémique contre ces tendances nécessite une citoyenneté engagée, la création de mouvements, l'éducation du public et l'organisation des travailleurs. En discutant des limites écologiques des modèles de production capitalistes, il est en effet nécessaire de discuter de mesures telles que le revenu de base universel (RBI), les services de base universels (SBI) et les infrastructures de base universelles (IBAnf). L'UBI prétend offrir de nouvelles voies de subsistance. Mais l'UBS est une proposition visant à sortir la fourniture de certains biens de première nécessité de la sphère des produits de base et à les fournir gratuitement à toute personne qui en a besoin ou qui le souhaite : logements sociaux à loyer zéro, repas gratuits pour les ménages en situation d'insécurité alimentaire, systèmes de cartes de bus gratuites pour les personnes de tous âges, et licences de téléphone, d'internet et de télévision gratuites pour tous.⁴⁵
- **Créer des économies régénératives qui donnent la priorité aux alternatives systémiques et féministes.** Une transition juste doit s'attaquer aux inégalités de pouvoir et de richesse tout en passant des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. Cela signifie

⁴⁵ Lombardozi, L. et Pitts, F. H. (2019). Forme sociale, reproduction sociale et politique sociale : revenu de base, services de base, infrastructure de base". *Capital and Class*, pp. 1-22 ; DOI : <https://doi.org/10.1177/0309816819873323>

transformer un statu quo extractif et injuste en de nouvelles économies socialement justes et écologiquement durables qui respectent et équilibrent la capacité de régénération de la nature. Nous devons passer de la privatisation et de la marchandisation de la nature à une production et une utilisation des ressources durables et équitables. Cela implique de comprendre que le PIB est un indicateur économique insuffisant et préjudiciable et qu'il faut trouver des alternatives qui mesurent la qualité de vie et le bien-être plutôt que la production. L'économie féministe montre en outre que les femmes du monde entier effectuent depuis longtemps des tâches disproportionnées comme les travaux ménagers, l'éducation des enfants et le travail des personnes âgées. Ce travail est presque toujours non rémunéré, sous-évalué et invisible dans les politiques économiques et sociales à tous les niveaux. Notre société est construite sur et dépendante du travail de soins, et il s'agit d'un travail communautaire précieux, à faible intensité de carbone, qui devrait être réévalué et centré dans notre nouvelle économie.

- **Utiliser la reconstruction économique et sociale au lendemain de la pandémie de Covid-10 pour promouvoir l'"économie des soins"** : L'"économie de l'assistance" fait partie intégrante d'une alternative progressive pour la transformation socio-écologique de l'Europe, qui reconnaît (a) l'importance des soins dans les sociétés européennes et le droit des citoyens à s'occuper des autres et à être soignés, (b) la nécessité de réévaluer le travail de soins et d'augmenter les salaires relatifs des travailleurs dans les services essentiels, (c) l'importance d'un partage égal du travail de soins non rémunéré entre les femmes et les hommes, (d) la nécessité pour les plans de relance nationaux de tous les pays de l'UE d'inclure non seulement des investissements publics importants pour promouvoir une "économie verte", mais aussi des investissements sociaux importants dans l'"économie des soins" pour lutter contre le déficit de soins des sociétés vieillissantes, renforcer l'État-providence contre les futures crises sanitaires et promouvoir l'égalité des sexes.

En résumé, l'agenda féministe sur un Care and Green New Deal converge en plaçant la reproduction sociale, la valorisation des soins, le travail décent et l'égalité des sexes au centre de la transformation socio-écologique des pays de l'UE.

4 Reconstruire l'économie européenne : politique industrielle, transition verte et système de santé

La pandémie de Covid-19 a un impact structurel majeur sur les économies européennes, en affaiblissant les capacités de production, en augmentant les disparités entre les pays et les régions, et en ralentissant la transition verte.

Ces effets ont été largement ignorés par l'Union européenne et ses États membres dans leur lutte contre la crise actuelle. Les critères d'attribution des fonds de l'UE de la prochaine génération comprennent des exigences en matière d'investissement et de projets écologiques, mais les actions dans ces directions se dérouleront jusqu'en 2021, une fois que les pays auront prévu le "Plan national de relance et de résilience" et que les procédures de l'UE auront été approuvées. Le "European Green Deal" (EGD) fournit certaines ressources pour le financement de la transition verte, mais les liens avec le défi de la reconstruction des économies après la pandémie restent sous-développés. Même les fonds de la BEI destinés à soutenir des projets d'investissement ne semblent pas être assortis de conditions quant à leur contribution à l'émergence de nouvelles capacités de production plus "vertes". D'autres politiques de l'UE - la fourniture d'argent et de crédit, les fonds tels que le mécanisme européen de stabilité (MES), le soutien à l'atténuation des risques de chômage dans les situations d'urgence (SURE) ou le Fonds de cohésion - ignorent les défis structurels auxquels les économies européennes sont confrontées après la crise du Covid-19. En fait, la suspension temporaire de l'interdiction européenne des aides d'État aux entreprises pour 2020 et (espérons-le) 2021 a été la principale action de l'UE qui a créé un espace politique important pour les gouvernements nationaux dans cette direction. Cependant, les effets ont été fortement asymétriques : dans les premiers mois de la crise, 52 % des ressources autorisées par la Commission étaient en Allemagne, contre 17 % en France et en Italie. Le système de production allemand se trouve donc soutenu par des financements publics bien plus importants que ceux des autres pays.

Lorsque nous examinons les politiques nationales de lutte contre la crise pandémique, nous constatons des tendances assez différentes. Les principaux pays ont combiné des mesures macroéconomiques et de soutien des revenus avec des actions importantes répondant aux priorités industrielles et environnementales. La plupart des autres pays se sont limités à un soutien d'urgence aux revenus des ménages et des entreprises.

L'Allemagne a prévu depuis longtemps d'importants investissements dans la durabilité du système de production et dans les énergies renouvelables (relance du programme "*Energiewende*"), a élaboré une stratégie pour les secteurs de haute technologie ("*New High-Tech Strategy Innovations for Germany*"), a défini une stratégie à l'échelle européenne pour l'industrie automobile avec un soutien pouvant atteindre 5,9 milliards d'euros.⁴⁶

En février 2020, le gouvernement français a lancé le document "Faire de la France une économie de rupture technologique"⁴⁷ concernant les domaines prioritaires de recherche, visant à une plus grande "souveraineté technologique" de la France soutenue par d'importants

⁴⁶ <https://www.dw.com/en/germany-to-pump-additional-3billion-in-ailing-automotive-industry/a-55641102> ; <https://www.bloombergquint.com/business/germany-s-embattled-auto-industry-looks-to-merkel-for-a-restart> ; <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-10-09/germany-mounts-car-sales-comeback-powered-by-electric-models>

⁴⁷ <https://www.economie.gouv.fr/remise-rapport-faire-france-economie-rupture-technologique#>

fonds publics ; en mai 2020, le "Plan de soutien à l'automobile". Pour une industrie verte et compétitive" a également été publié, envisageant la combinaison de ressources privées et publiques, avec pour objectif de faire de la France le premier producteur de voitures électriques.

En 2019, le Royaume-Uni a lancé une stratégie industrielle basée sur quatre "grands défis" (intelligence artificielle et données, vieillissement de la société, croissance verte, avenir de la mobilité), afin de placer le pays à l'avant-garde dans ces domaines. En outre, en réponse à la pandémie, le Royaume-Uni a lancé en novembre 2020 un nouveau plan sur le climat et l'énergie qui prévoit notamment de mettre fin à l'immatriculation de nouvelles voitures équipées de moteurs à combustion interne (diesel ou essence) d'ici 2030 ; il n'est pas certain que les voitures hybrides soient également interdites ; les voitures plus anciennes seraient toujours autorisées à circuler). Ces politiques visent à orienter les investissements privés vers les véhicules électriques et les systèmes de mobilité alternatifs.

À l'inverse, l'Italie a eu recours à des subventions générales aux entreprises, indépendamment de l'impact sur celles-ci de l'accord Covid-19 et a accordé à de grandes entreprises - dont FCA (anciennement FIAT) qui fusionne maintenant avec Peugeot à Stellantis - d'importants prêts garantis par l'État et des allègements fiscaux sans conditionnalités en termes d'engagements de R&D et d'investissement, de transition verte ou de protection de l'emploi.

L'Espagne a suivi le modèle italien de subventions aux entreprises et aux secteurs particulièrement touchés par la pandémie, tels que le tourisme, avec des programmes publics supplémentaires pour les infrastructures et le commerce électronique. La nouveauté la plus importante du gouvernement de centre-gauche à Madrid a été la décision de financer des politiques avec une imposition plus progressive sur les hauts revenus, sur les dividendes et les plus-values des sociétés, sur les loyers immobiliers, et d'augmenter de 1% l'impôt sur la fortune des particuliers au-delà de 10 millions d'euros.

La plupart des autres pays européens ont introduit des mesures générales de soutien aux entreprises, sans pour autant mettre l'accent sur la politique industrielle. Par exemple, dans les pays d'Europe centrale et orientale, la baisse de la demande et de la production dans l'industrie automobile n'a pas été compensée par des mesures de politique industrielle importantes.⁴⁸

Dans ce contexte, les effets asymétriques de la pandémie - qui frappe davantage les économies et les régions faibles que les plus fortes - risquent d'être amplifiés par les réponses politiques asymétriques, les pays européens "clés" étant plus actifs dans le maintien et la réorientation de leurs systèmes de production.

Vers des politiques industrielles progressistes - propositions de l'EuroMemorandum

La polarisation, la transition verte, l'importance des systèmes de santé et le rôle de l'industrie de l'armement sont des domaines clés à considérer dans les réponses politiques actuelles et dans l'avancement de propositions alternatives.

La **polarisation**. Depuis la crise de 2008, la divergence des modèles économiques en Europe s'est accentuée ; l'Allemagne et les économies d'Europe de l'Est se sont rapidement remises de cette récession, tandis que l'Europe du Sud et la France ont pris du retard. La structure productive du continent s'est polarisée entre un "centre" - l'Allemagne et les économies

⁴⁸ <https://uk.reuters.com/article/us-easteurope-economy-automotive-analysis-idUKKCN24V0QT>

gravitant autour de son système industriel - et une "périphérie" qui comprend, d'une part, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal, tous avec de graves pertes de production et, d'autre part, les pays de l'Est qui développent leurs activités de sous-traitance pour l'économie allemande. Une des conséquences possibles de la pandémie est une plus grande concentration dans les grandes industries et de plus grandes disparités entre les pays et les régions d'Europe, ce qui accélérerait la tendance décrite ci-dessus. Les systèmes de production européens devraient suivre une autre voie ; les politiques de lutte contre la crise pandémique devraient inclure une politique industrielle à l'échelle européenne, soutenant un nouveau processus de convergence entre les pays et les régions en termes d'activités économiques et de revenus.

Le Green Deal européen. Les sections 2 et 3 ci-dessus ont déjà documenté le contenu et les lacunes du Green Deal européen. Il convient également de souligner son manque de lien avec la nécessité d'un changement plus large des systèmes de production européens et avec les politiques industrielles en cours. D'une part, le Green Deal montre une dépendance continue aux solutions du marché pour les problèmes environnementaux. D'autre part, si l'on considère les mesures prises par les États membres de l'UE pour faire face à la pandémie, seuls 3 % de tous les fonds mis à disposition par les gouvernements européens devraient être conformes aux besoins de la transition verte. Une intégration beaucoup plus étroite devrait être envisagée entre les mesures macroéconomiques de soutien aux entreprises et aux investissements, les mesures de politique industrielle et l'agenda du Green Deal.

Santé et bien-être. La pandémie de Covid-19 a montré l'importance en Europe de systèmes de santé publique bien développés, fondés sur une vision de la santé comme un droit individuel et social, protégé par l'accès aux services publics universels. Les effets négatifs des politiques qui ont affaibli les systèmes de santé publique et favorisé la privatisation sont devenus évidents pendant la pandémie, entraînant une propagation incontrôlée des contagions, de faibles capacités de prévention et de recherche des contacts, une incapacité à fournir des soins adéquats à domicile et à l'hôpital, et un nombre plus élevé de décès. Un système de santé publique plus solide et plus approprié devrait devenir une priorité pour les politiques industrielles européennes et nationales, en prenant en compte l'ensemble de la chaîne de production du système de santé, de la recherche à la fabrication de médicaments et de dispositifs médicaux, en passant par la fourniture de services de santé. L'objectif devrait être l'expansion d'un large éventail d'activités connexes - prévention, traitement, structures territoriales, hôpitaux, équipements électromédicaux, produits pharmaceutiques, recherche biomédicale, diagnostic et robotique chirurgicale, numérisation des données de santé dans un système public, etc. De nombreux pays européens disposent déjà d'atouts importants dans ces domaines. En s'appuyant sur ces compétences, le système de santé pourrait devenir un domaine d'expansion important pour les activités économiques et sociales, sous l'impulsion de la demande publique, visant à accroître la qualité de la santé publique universelle et à réduire les inégalités actuelles en matière de santé et d'espérance de vie. Une coopération européenne accrue dans les secteurs de la santé permettrait non seulement de réduire les coûts pour chaque pays (par exemple en augmentant le pouvoir de négociation des petites économies, par des économies d'échelle dans la production et la distribution), mais contribuerait aussi de manière significative à la solidarité européenne. Enfin, le lien entre le financement et la fourniture de services de santé doit être examiné de près, et les modèles de privatisation doivent être inversés si nécessaire.

Une Europe militaro-industrielle ? Ces dernières années, la dimension militaire de la politique européenne s'est développée de manière dangereuse. En 2019, pour la première fois, le

budget de l'UE a inclus des dépenses pour la recherche et la production militaires. Le programme européen de recherche en matière de défense reçoit 500 millions d'euros par an pour la recherche sur les armes ; le programme européen de développement industriel de la défense reçoit 1 milliard d'euros par an pour des projets technologiques liés à l'acquisition d'armes, tandis que les États membres devraient fournir des fonds supplémentaires pour de telles initiatives. Bien que ce montant soit modeste par rapport aux budgets militaires des grands pays (environ 50 milliards d'euros en France et en Allemagne), l'accent mis sur la recherche et l'innovation peut avoir un effet substantiel sur les technologies militaires et risque de détourner des ressources financières limitées des besoins des économies européennes d'innover dans le sens d'une croissance inclusive et d'une durabilité environnementale.

La coopération entre la France et l'Allemagne a été au cœur de l'essor de la production militaire européenne, au moins depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence française. En 2017, huit projets franco-allemands ont été lancés, allant des chars à un nouvel avion de combat, avec des plans de R&D, de production et d'acquisition communs. Mais des désaccords sur le contrôle des technologies à développer et des différences institutionnelles ont ralenti les projets.⁴⁹

Considérer la R&D militaire et la production d'armes comme une priorité au lendemain de la pandémie serait une erreur majeure pour l'Europe. Cela rapprocherait l'Europe du modèle américain du complexe militaro-industriel, un modèle très inapproprié et inefficace pour l'Europe. En fait, à la fin des années 1980, cette alternative politique s'était déjà présentée, à l'époque de la nouvelle guerre froide et du programme américain "Star Wars", annoncé comme un signe de la supériorité américaine en matière de technologies avancées. L'Europe a réagi avec les programmes civils *Eureka* et *Esprit* qui ont renforcé la coopération entre les entreprises et les gouvernements dans certains domaines de la haute technologie civile et ont été à la base de la politique européenne de recherche et d'innovation, des programmes-cadres à Horizon Europe.

Changer le modèle de l'Europe. Les gouvernements européens peuvent-ils élaborer un nouveau plan d'action ambitieux en matière de politique industrielle ? Nous sommes sceptiques quant à cette possibilité, mais nous devons souligner la vitesse à laquelle de nouvelles actions en matière de politique industrielle ont vu le jour en Europe. Le rapport EuroMemorandum de 2014⁵⁰ a proposé une politique industrielle européenne et a fait valoir que : "Parmi les activités spécifiques qui pourraient être ciblées, citons : (a) la protection de l'environnement et la promotion des énergies renouvelables ; (b) la production et la diffusion des connaissances, les applications des TIC et les activités sur le web ; (c) la santé, le bien-être et les activités de soins ; (d) le soutien aux initiatives visant à trouver des solutions socialement et écologiquement durables aux problèmes d'alimentation, de mobilité, de construction, d'énergie, d'eau et de déchets" (p.45).

La politique de l'UE a littéralement repris ces activités comme priorités pour le Green Deal et la prochaine génération d'UE. La Banque européenne d'investissement (BEI) mobilise des fonds importants pour l'investissement public, en s'appuyant sur le "plan Juncker" et le Fonds européen d'investissement stratégique qui a soutenu des projets à hauteur de 500 milliards

⁴⁹ Voir https://eu2019.fi/en/backgrounders/security-and-defence-mff-et-https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/17/la-crise-dans-la-cooperation-industrielle-franco-allemande-pourrait-devenir-une-crise-de-l-integration-europeenne_6060006_3232.html

⁵⁰ http://www.euromemo.eu/euromemorandum/euromemorandum_2014/index.html

d'euros jusqu'en 2020. L'interdiction des aides d'État a été temporairement levée. L'opportunité d'une politique industrielle européenne est en effet en train d'émerger, et doit devenir une arène clé du débat politique aux niveaux européen et national.

La politique industrielle dont nous avons besoin devrait avoir une vision large d'une trajectoire de développement alternative pour l'Europe, avec pour objectifs d'assurer la convergence entre les pays et les régions, d'éviter l'augmentation de la production militaire, d'accorder plus de protection et de voix aux travailleurs et aux syndicats, de se concentrer sur la transition verte et de développer les services publics, notamment en matière de santé. Les outils qui peuvent être utilisés - par les gouvernements nationaux et les institutions européennes - comprennent des actions directes, telles que l'investissement public, la participation publique dans les entreprises dans le but de protéger les activités existantes et de créer de nouvelles capacités dans des domaines prioritaires, ainsi que l'expansion des services publics. L'orientation vers les décisions d'investissement et de production des entreprises est tout aussi importante. Du côté de l'offre, la politique industrielle peut offrir des incitations, un traitement fiscal favorable et des crédits garantis par l'État aux entreprises privées qui s'engagent à innover et à investir à long terme dans les domaines prioritaires décrits ci-dessus. Du côté de la "demande", les marchés publics de nouveaux biens et services pourraient créer de nouveaux marchés pour les entreprises actives dans ces domaines. Une politique industrielle de ce type pourrait intégrer efficacement les nouvelles politiques monétaires et fiscales qui sont apparues tardivement en Europe, garantissant que les nouvelles ressources sont effectivement utilisées pour une reconstruction durable et équitable des économies européennes après la pandémie.

5 La dimension internationale de la transformation socio-écologique

Parmi les six grandes ambitions que la présidente actuelle de la Commission européenne (CE) a présentées au début de son mandat, les trois suivantes présentent un intérêt particulier : un "pacte vert européen" (PDE), la "protection de notre mode de vie européen" et "une Europe plus forte dans le monde"⁵¹. L'EGD vise à lutter contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité, mais ne s'attaque pas aux causes profondes. Les priorités de M. Von der Leyen pour "Une Europe plus forte dans le monde" sont énoncées comme suit : "Un commerce libre et équitable", "Un rôle plus actif", revendiquer le "leadership européen" (tout en "travaillant main dans la main avec nos voisins", l'Afrique, la Grande-Bretagne et les Balkans occidentaux), et "Défendre l'Europe", se concentrer sur l'OTAN comme "pierre angulaire de la défense collective de l'Europe", sur l'Union européenne de défense, postuler "une approche intégrée et globale de notre sécurité". Ces ambitions visent à maintenir⁵² les hiérarchies mondiales et sociétales existantes afin de préserver le déséquilibre actuel dans l'accès et l'utilisation des ressources mondiales. a déclaré M. Von der Leyen : "Ma Commission sera une Commission géopolitique engagée dans des politiques durables. " ⁵³

Dans cette optique, la discussion officielle au sein de l'UE porte sur la manière d'utiliser les accords des Nations unies de 2015 sur le climat (l'accord de Paris), ainsi que sur les objectifs de développement durable pour 2030 (SDG 2030), en les combinant avec les propres priorités de l'UE. Ces accords prévoient des possibilités d'actions positives pour éviter l'effondrement écologique et l'aggravation du fossé social au niveau mondial. Toutefois, l'accord de Paris ne prévoit aucun mécanisme efficace pour atteindre ses objectifs ; et l'interprétation courante des SDG tend à donner la priorité à la croissance économique sur les questions de durabilité, ne remet pas en cause de manière substantielle les modèles de développement actuels et marginalise les mouvements écologiques de base. ⁵⁴

Les priorités de la CE sont ancrées dans le débat sur l'autonomie/souveraineté de l'UE, développé depuis la *Stratégie globale de l'UE 2016* : "Moins de dépendance, plus d'influence. Une autonomie stratégique effective est le credo qui nous rassemble pour définir notre destin et avoir un impact positif sur le monde", comme l'a ⁵⁵expliqué le président du Conseil de l'UE, M. Michel, tout en ne faisant pas grand-chose à cet effet.

⁵¹ von der Leyen, U. (2019) : Une Union qui aspire à plus. Mon agenda pour l'Europe, Par candidat à la présidence de la Commission européenne, https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/political-guidelines-next-commission_en.pdf

⁵² Jäger, J., Schmidt L. (2020) : La proposition de "Green Deal" de l'UE et le financement dans une perspective mondiale : Conclusions pour des politiques progressistes, http://www2.euromemorandum.eu/uploads/critical_international_political_economy_and_global_natural_resources_jaeger_schmidt_final.pdf

⁵³ Commission européenne (2019) : La Commission von der Leyen : pour une Union qui aspire à plus, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_19_5542

⁵⁴ Eisenmenger, N. /Pichler, M. /Krenmayr, N. /Noll, D. /Plank, B. /Schalman, E. /Wandl, M-Th. /Gingrich, S. (2020) : Les objectifs de développement durable donnent la priorité à la croissance économique sur l'utilisation durable des ressources : une réflexion critique sur les SDG d'un point de vue socio-écologique. Dans : Sustainability Science 2020 (15), pp. 1101-1110.

⁵⁵ <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/09/28/l-autonomie-strategique-europeenne-est-l-objectif-de-notre-generation-discours-du-president-charles-michel-au-groupe-de-reflexion-bruegel/>

Politique de l'UE en matière de ressources

Parallèlement aux déclarations sur l'écologisation de l'économie, la lutte pour les ressources stratégiques s'est intensifiée. En septembre 2020, la Commission européenne a présenté un plan d'action sur les matières premières critiques (MRC), une liste actualisée des MRC et une étude prospective sur les MRC pour les technologies et secteurs stratégiques dans la perspective de 2030 et 2050⁵⁶.

La nouvelle liste de CRM contient 30 éléments, dont le lithium pour la première fois. Le commissaire chargé des relations interinstitutionnelles et de la prospective avertit que, selon les tendances actuelles, l'Europe aura besoin de 18 fois plus de lithium d'ici 2030 et de 60 fois plus d'ici 2050, rien que pour les batteries des voitures électriques et le stockage de l'énergie.⁵⁷ L'extraction du lithium nécessitant beaucoup d'eau, cela pose un problème, car plus de la moitié des ressources mondiales de lithium se trouvent dans les régions andines, où les agriculteurs indigènes et les éleveurs de lamas doivent rivaliser avec les mineurs pour l'eau, dans l'une des régions les plus sèches du monde. Au lieu de cela, un plan d'investissement européen durable (SEIP) devrait contribuer à minimiser cette dépendance à la gestion des ressources en eau et à prévenir ces processus destructeurs. Cela permettrait également d'éviter et d'atténuer les conflits mondiaux, l'UE entrant actuellement dans un domaine de concurrence géopolitique avec la Chine, notamment en Afrique⁵⁸.

Une politique responsable en matière de ressources doit se concentrer sur la réduction absolue drastique de la consommation de combustibles fossiles d'au moins la moitié (qui doit finalement être éliminée d'ici 2040), mais aussi sur la consommation de matières premières métalliques et minérales. La mise en œuvre cohérente des droits de l'homme et des obligations de diligence environnementale contraignantes par les entreprises tout au long de leur chaîne de valeur devra être garantie. Cela impliquerait, par exemple, l'abandon de l'exploitation minière en haute mer et sur le plateau continental, l'extension de la réglementation relative aux ressources minérales marines au-delà de son champ d'application étroit actuel, l'adoption d'⁵⁹une politique commerciale équitable au niveau mondial et la prise de mesures pour se retirer du processus du traité sur la Charte de l'énergie.

Politique commerciale de l'UE

Les précédents EuroMemoranda ont largement couvert cette question. En conséquence, quelques remarques seulement. Le système actuel de libre-échange, y compris les services et les droits de propriété intellectuelle (DPI), tend à aggraver les inégalités sociales et économiques dans le monde. Par conséquent, la mise en œuvre et la ratification, respectivement, des accords entre l'UE et le Canada (AECG) et entre l'UE et le MERCOSUR (indépendamment des nouveaux protocoles additionnels), qui constituent une nouvelle extension du programme commercial bilatéral "approfondi et global" de l'UE, doivent être empêchées ou réorientées vers des accords commerciaux équitables et durables.

⁵⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1542

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ <https://www.euractiv.com/section/africa/news/borrell-eu-must-improve-its-offer-to-africa-to-remain-its-first-partner/>

⁵⁹ https://power-shift.de/wp-content/uploads/2020/11/AK-Rohstoffe_Forderungen-fuer-eine-Rohstoffwende.pdf

La sécurité de l'approvisionnement en biens et services de la vie quotidienne doit être assurée, même en temps de crise comme celle du Covid-19. Cela inclut la couverture des besoins fondamentaux dans des domaines tels que la nutrition, le logement, l'habillement, ainsi que les services publics (eau, énergie, mobilité, santé, soins, éducation, protection contre la violence). Dans les accords internationaux, l'UE doit veiller à ce que son autonomie politique en matière de durabilité et celle des autres pays soient garanties.⁶⁰ Dans ce contexte, un ajustement frontalier du carbone et un mécanisme équivalent de biodiversité (y compris des taxes) pourraient être utilisés progressivement.

L'UE pourrait être un facteur important dans la transformation du commerce international des biens, des services et des données, afin de permettre une transition vers un modèle de développement socialement et écologiquement durable. Dans un tout premier temps, la CE devrait veiller à ce que les produits chimiques dangereux - tels que certains pesticides - qui ne sont pas autorisés dans l'UE, ne soient plus produits pour l'exportation.

Une activité plus globale pour la durabilité

L'ensemble actuel d'indicateurs des SDG de l'UE ne tient pas compte de certains défis clés en matière de durabilité. Aucun indicateur ne tient compte de la durabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'UE, ni des violations des droits de l'homme et du travail, ni des impacts environnementaux négatifs. Les instruments de suivi des SDG de l'UE ne suivent pas l'utilisation totale des matériaux intégrés dans les chaînes d'approvisionnement de l'UE. L'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles se poursuit et n'est pas du tout prise en compte. Les indicateurs ne tiennent pas compte non plus de l'impact négatif sur les biens communs mondiaux, ni des retombées négatives et des externalités des politiques et pratiques de l'UE dans le monde.

En conséquence, les émissions de GES au sein de l'UE pourraient être réduites de manière drastique, alors que - dans une perspective mondiale - les émissions de GES causées par l'UE peuvent augmenter, sans que le système de surveillance existant en prenne note.

Il est donc essentiel de garantir non seulement une manière adéquate de mettre en œuvre les SDG (ainsi que d'aller au-delà), mais aussi de mettre en place un système de suivi significatif couvrant l'empreinte mondiale de la production et de la consommation européennes. Dans un premier temps, il est important de placer un véritable développement durable au centre même du cycle du semestre européen, combiné à certains indicateurs clés qui traitent des principaux défis de l'UE en matière de durabilité, et de garantir la participation de la société civile, des mouvements environnementaux et des syndicats au processus.

En outre, les mesures spécifiques suivantes à prendre par l'UE sont requises de toute urgence :

- Faire de la mise en œuvre des SDG et de l'accord de Paris les lignes directrices minimales pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ;
- Contribuer à renforcer les systèmes de protection sociale tout en les rendant accessibles à tous ;
- Aider à lier la reprise économique à des conditions claires et dire non aux renflouements des pollueurs, ainsi qu'aux entreprises utilisant des paradis fiscaux ;

⁶⁰ Jäger, J., Schmidt L. (2020) : pour plus de détails, voir ci-dessus.

- Mettre en œuvre immédiatement l'annulation de la dette et mettre fin aux politiques d'austérité dans le Sud, tout d'abord dans les pays économiquement faibles ;
- Prendre des mesures mondiales de transformation contre la pauvreté, la faim et les conflits pour les ressources⁶¹ ;
- Enfin, respecter l'objectif convenu pour l'aide publique au développement (0,7 % du RNB de l'UE) ;⁶²
- Assurer une visibilité beaucoup plus grande - en prévoyant des évaluations régulières et indépendantes des effets des politiques de l'UE et de ses États membres - en ce qui concerne l'arrêt du changement climatique et de la perte de biodiversité, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et les conflits violents, ainsi que la tâche de construire une société démocratique, avec des citoyens vivant dans la dignité dans une perspective globale de durabilité.

Les sociétés transnationales et la réglementation économique de l'UE

Il existe de nombreux cas de violations des droits de l'homme et de "crimes" écologiques dont les STN européennes sont responsables. Ils sont systémiques et largement tolérés par les gouvernements des pays d'accueil, car ces derniers sont intéressés à "attirer les investissements" et sont mis sous pression pour respecter les dispositions des traités bilatéraux d'investissement. Les États-Unis, le Canada, l'UE (et la plupart de ses États membres) sont hostiles à tout instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer les STN (tel que proposé par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies).⁶³ La CE travaille également sur de nouvelles règles de concurrence visant à améliorer les possibilités des STN ayant leur siège dans l'UE. Sans aucune référence au processus des Nations unies entamé en 2014, le commissaire européen à la justice a annoncé en avril 2020 un projet d'initiative législative pour le premier trimestre 2021, introduisant des obligations de diligence raisonnable obligatoires pour les entreprises dans toute l'UE, afin de respecter les droits de l'homme et de prévenir les dommages environnementaux dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Afin d'établir "des exigences intersectorielles claires, solides et applicables aux entreprises, y compris aux institutions financières" correspondant au processus des traités contraignants des Nations unies,⁶⁴ une coalition d'acteurs/agences démocratiques très différents est nécessaire. ⁶⁵Le défi essentiel consistera à réaffirmer la supériorité des normes relatives aux droits de l'homme sur les traités de commerce et d'investissement, à rejeter les clauses de l'ISDS et à établir des obligations juridiques directes pour les entreprises.

En conséquence, les éléments d'une législation communautaire obligatoire en matière de diligence raisonnable visant à promouvoir le respect des droits de l'homme et de

⁶¹ <https://www.sdgwatcheurope.org/wp-content/uploads/2020/10/Time-to-reach-for-the-moon-web.pdf>

⁶² L'APD collective de l'UE représentait officiellement 0,46% du RNB, bien que mesurée de manière discutable, cf. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/06/08/council-approves-eu-development-aid-targets-for-2020-in-a-report-to-the-european-council/>

⁶³ https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/26/9

⁶⁴ <https://www.amnesty.org/en/documents/ior60/2959/2020/en/#:~:text=and%20Human%20Rights-,An%20EU%20mandatory%20due%20diligence%20legislation%20to%20promote%20businesses%27%20respect,Human%20rights%20and%20the%20environment&text=New%20legislation%20is%20urgently%20need,to%20carry%20out%20due%20diligence>

⁶⁵ Comme par exemple les partis politiques, les syndicats et les mouvements de citoyens comme la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires.

l'environnement devraient comprendre les éléments suivants :

- 1) Toute nouvelle législation européenne devrait inclure un "contrôle des pratiques commerciales déloyales" des relations contractuelles intra-chaîne dans le monde entier, similaire à la "directive sur les pratiques commerciales déloyales" de 2019 dans les chaînes de valeur agricoles de l'UE ;
- 2) Des obligations clairement formulées pour les entreprises commerciales, l'intégration d'une fiscalité complète, le respect des droits de l'homme et des exigences environnementales dans tous les processus ;
- 3) Les États membres doivent assurer une application rigoureuse des obligations applicables aux entreprises, tout en garantissant le droit à des recours effectifs pour toutes les parties concernées ;
- 4) Les autorités administratives doivent appliquer ces dispositions directement, quelle que soit la loi applicable à la résolution des conflits, telle que décrite à l'article 16 du règlement (CE) n° 864/2007 (Rome II) ;⁶⁶
- 5) L'UE et ses États membres doivent participer au processus des traités contraignants de l'ONU ;
- 6) Transparence, en particulier des relations de propriété et de domination ; responsabilité totale de l'entreprise, y compris la responsabilité des activités criminelles ; responsabilité des actionnaires pour leurs décisions - à mettre en œuvre par des mécanismes adéquats, y compris des droits de recours pour les organismes de la société civile.

"Défense et sécurité

Depuis l'adoption du traité de Maastricht, l'intensité de la dimension militaire a augmenté au sein de l'UE. Les activités de l'UE dans les domaines de la politique industrielle, de la sécurité, de la défense et des politiques d'armement ont non seulement augmenté, mais sont devenues de plus en plus interdépendantes et complexes, tout en étant de plus en plus définies comme des tâches partagées et communes. La création de la DG DEFIS, responsable de la politique de l'UE en matière d'industrie de défense et d'espace, vise à renforcer le rôle du niveau communautaire dans les questions de défense. La coopération structurée permanente (PESCO) et le projet d'Union de la défense visent à créer la base militaire nécessaire au renforcement du rôle international de l'UE.

Aujourd'hui, presque tout est considéré comme un défi sécuritaire - Brexit, le retour potentiel d'une administration américaine non liée en principe à un ordre multilatéral, le changement climatique, les migrations, les pandémies et plusieurs menaces pour la sécurité intérieure de l'UE (comme le crime organisé, l'immigration illégale, le terrorisme et la radicalisation politique, ou les crimes dans un contexte numérique). Il est à craindre que l'attitude pro-OTAN de l'administration Biden n'étouffe les disputes entre les États-Unis et leurs alliés européens et ne convainque les États membres de l'UE d'augmenter leurs dépenses militaires.

Au lieu de promouvoir une vision unidimensionnelle de la sécurité de l'UE en poussant à une nouvelle augmentation des dépenses militaires, il est important de prendre conscience de la nature multidimensionnelle des préoccupations de l'UE en matière de sécurité, comme l'a démontré tout récemment la pandémie de Covid-19, et des menaces pour la sécurité collective émanant de l'intensification des rivalités géopolitiques. Il est donc urgent de prendre les mesures suivantes :

⁶⁶ Ibid.

- Le renforcement des politiques de santé publique au niveau mondial, en particulier le renforcement de l'OMS et des programmes similaires, en utilisant les fonds actuellement alloués à la politique de défense de l'UE dans le budget de l'UE ;
- L'élimination des dépenses militaires du budget à long terme de l'UE pour 2021-2027 ;
- Une exclusion claire des dépenses à des fins militaires de tous les programmes de relance de l'UE et de ses États membres ;
- Soutenir les initiatives existantes pour un moratoire international sur la modernisation des forces armées et sur la prolifération des armes nucléaires ; ⁶⁷
- Reprise du processus de maîtrise des armements et de désarmement, notamment en ce qui concerne les armes nucléaires (et les nouveaux types d'armes comme les drones et les armes autonomes), et prévention d'une course aux armements dans l'espace ;
- Un dialogue avec la Russie sur divers aspects de la stabilité stratégique en Europe et une stratégie de résolution des conflits dans le voisinage européen ;
- La fin de la militarisation de la région arctique ;
- Poursuite de l'engagement en faveur du JCPOA (accord nucléaire avec l'Iran) et développement des relations commerciales et économiques avec l'Iran ;
- Réduction des budgets militaires des États membres de l'UE, afin de libérer des ressources pour le développement social et économique, la prévention et la résolution civile des conflits ;
- Respecter les restrictions nationales, communautaires et internationales en matière d'exportation d'armes ;
- Arrêt immédiat de toutes les exportations d'armes et d'équipements militaires vers les zones de conflit ; ⁶⁸
- Dissolution de toutes les forces d'intervention européennes.

Afin de promouvoir une transformation socio-écologique au niveau international/global, il sera décisif que l'UE entreprenne des mesures urgentes telles que celles esquissées ici, amorçant ainsi un processus de transformation de l'Union européenne en une union globale de sociétés, dans laquelle chacun peut vivre de manière autodéterminée - en tant que socialement égal, dans la dignité, la solidarité et dans un environnement naturel sain. Sur la voie d'une telle alternative, toutes les forces écologiques et solidaires encore très faibles et fragmentées devront faire usage des ambivalences et des contradictions des processus réels qui se déroulent dans l'UE et ses États membres. Les documents et les initiatives des Nations unies devront être repris de manière critique, tout en pressant les agences de l'UE de tenir leurs promesses substantielles mais vagues. Les demandes, les idées et les programmes visant à élaborer et à mettre en œuvre une politique de santé mondiale fondée sur la solidarité - que l'UE doit promouvoir et soutenir - pourraient contribuer à créer une dynamique immédiate et constructive, en particulier dans la situation difficile de la pandémie COVID-19.

⁶⁷ Dellheim, J. /Wolf, F.O. (2020) : Pour un traitement transformateur des "menaces pour la sécurité", http://www2.euromemorandum.eu/uploads/dellheim_wolf_alternative_european_economic_policy_industrial_policy_and_socio_ecological_reconversion.pdf

⁶⁸ <https://www.tobias-pflueger.de/2019/09/06/gasp-gsvp-helsinki-linke-parlamentarierinnen-fuer-verhandlungen-abruestung-und-zivile-krisenpraevention-statt-steigende-militaerausgaben/>

Coordonnées du comité directeur du groupe EuroMemo :

Marija Bartl, Amsterdam (M.Bartl@uva.nl) ; Angela Wigger, Nijmegen (a.wigger@fm.ru.nl) ; Marcella Corsi, Rome (marcella.corsi@uniroma1.it) ; Judith Dellheim, Berlin (dellheim@rosalux.de) ; Wlodzimierz Dymarski, Poznan (vlodymar633@gmail.com) ; Marica Frangakis, Athènes (frangaki@otenet.gr) ; John Grahl, Londres (j.grahl@mdx.ac.uk) ; Magnus Ryner, Londres (magnus.ryner@kcl.ac.uk) ; Laura Horn, Roskilde (lhorn@ruc.dk) ; Maria Karamessini, Athènes (mariakarames@gmail.com) ; Jeremy Leaman, Loughborough (J.Leaman@lboro.ac.uk) ; Mahmood Messkoub, La Haye (messkoub@iss.nl) ; Ronan O'Brien, Bruxelles (ronanob@skynet.be) ; Heikki Patomäki, Helsinki (heikki.patomaki@helsinki.fi) ; Werner Raza, Vienne (werner.raza@aon.at).

Déclaration de soutien

Je soutiens l'orientation générale, les principaux arguments et les propositions de la

EuroMémorandum 2021

Un agenda global-local post-Covid 19 pour une transformation socio-écologique en Europe

_____ Oui

_____ Non

Nom : _____

Institution : _____

Rue : _____

Ville/Pays : _____

e-mail : _____

Je souhaite être informé des travaux réguliers du groupe de travail et être invité à ses réunions. Veuillez ajouter mon adresse électronique à la liste de diffusion du groupe EuroMemo.

_____ Oui

_____ Non

_____ Je suis déjà sur la liste.

Veillez retourner ce formulaire au Groupe EuroMemo par e-mail à info@euromemo.eu.
